Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n° 38

février 85 / 14 fr.

Sommaire

Les marxistes révolutionnaires dans la métropole coloniale et la lutte des peuples dominés

•

Débat LCR-LO

Supplément commun

Critique Communiste — lutte de classe

Quatre articles sur la Nouvelle-Calédonie, le PCF et l'alternative

•

L'odyssée tragique des Allemands antinazis exilés en France

•

Livres

Editorial

Sans marges de manœuvre

UNE conjoncture économique toujours aussi sombre, dont les contraintes s'appliquent avec une rigueur accrue, impose le cadre rigide dans lequel le gouvernement socialiste est condamné à agir jusqu'aux élections de 1986.

Nos gouvernants font valoir le succès de leur politique économique sur les prix en 1984, fruit de leur tournant de 1982 vers l'austérité et confirmé en 1983. Reconnu par le patronat, ce « succès » a néanmoins son revers, dont le prix social et politique s'aggrave inexorablement : la poussée d'un chômage que l'on mesure désormais par rapport à la barre des trois millions.

C'est qu'en effet la relance économique, le retour de la croissance, ne sont pas à l'ordre du jour : 1,5 % en 1984, 1,1 % escomptés en 1985. La hausse des profits est pourtant un phénomène général. Selon *l'Expansion*, *« la production a continué de croître (grâce à l'étranger), mais les effectifs ont été allégés : la production par travailleur a donc augmenté. Comme les salaires ont été freinés au moins autant que les prix, les gains de productivité sont restés dans les entreprises »*. Armand Lepas, directeur des études économiques du CNPF, déclare qu'*« on ne peut nier qu'il y a un redressement de la marge des entreprises. Il se passe quelque chose depuis 1983... »*. Insuffisamment toutefois. Et ce haut fonctionnaire du CNPF de poursuivre : *« Le problème se déplace. Il y a ce creux que nous traînons depuis dix ans et que nous devons maintenant combler par un excédent si nous voulons revenir à une situation assainie et obtenir une reprise durable de l'investissement. Il faut donc dépasser les ratios de 1973* [avant le premier choc pétrolier, NDLR] *pendant plusieurs années. La bataille est donc loin d'être gagnée. La première étape n'est que celle du désendettement. »*

Relance ou pas relance : un débat tranché

Du point de vue patronal, nous sommes donc loin du compte — en terme de suppression des « sureffectifs » et de baisse du pouvoir d'achat — qui permettrait l'investissement massif et le retour à une croissance réelle.

Contradictoirement (car le fonctionnement du système est contradictoire), la réduction de la demande des ménages (c'est-à-dire les salaires) constitue une limite absolue à la reprise de l'activité car les capitalistes n'investissent qu'en fonction d'une prévision du profit et donc du marché. Or, en 1984, pour la seconde année consécutive, le revenu disponible a baissé en valeur réelle. *« Du jamais vu depuis la guerre »*, note *l'Expansion*. Ceci n'empêche pas le même journal de s'inquiéter des risques de dérapage salariaux : *« Il est possible que la rigueur s'émousse, sans qu'on le dise, dans le secteur public. Déjà, fin 1984, des clauses de sauvegarde ont joué dans toutes les entreprises nationales, quels que soient leurs déficits (...) Il ne s'agira, certes, que de "rattrapage" ; mais cela veut dire que l'indexation n'est pas morte. »*

La croissance des exportations (+ 5,5 % en 1984) dans laquelle le gouvernement veut voir un autre succès de sa politique, risque de se révéler infiniment fragile : la reprise aux USA et dans certains pays d'Europe a tiré ces exportations, et ceci à l'abri d'un dollar en hausse. Les secteurs exportateurs en ont profité pour augmenter leurs prix à l'exportation. Mais ceci ne peut pas

durer, tandis que les concurrents étrangers ont élargi leurs parts sur le marché français.

A supposer même que l'équilibre du commerce extérieur soit retrouvé courant 1985, l'endettement du pays n'en serait pas stoppé : pour diminuer l'encours de la dette, et par conséquent l'alourdissement du service de la dette, c'est un excédent durable de la balance commerciale qu'il faudrait dégager.

De même, la dégradation des comptes publics n'est-elle pas réellement stoppée : le déficit du budget augmente, la Sécurité sociale sera de nouveau en déficit cette année, les entreprises nationales en difficulté exigent de lourdes subventions.

La conséquence de cette situation économique est, inévitablement, l'absence de toute marge de manœuvre du gouvernement. C'est en vain que certains secteurs du PS ont réclamé des mesures de relance avant 1986. Le gouvernement ne peut jouer ce jeu sans détruire la politique d'« assainissement » et retomber dans les maux qu'il a voulu conjurer en 1982 : hausse des prix et déficit galopant de la balance extérieure ; sans ruiner non plus la « confiance » qu'il sollicite du patronat. Fabius s'est du reste clairement exprimé sur ce point : *« Je ne changerai pas de cap économique pour des motifs électoraux. »* Tout au plus le pouvoir prévoit-il quelques efforts de relance sectoriels, dans le bâtiment notamment, secteur particulièrement déprimé.

Dans le carcan actuel, la voie est singulièrement étroite pour le pouvoir. La suspicion dans laquelle le tient le patronat n'est pas réduite par la détermination (ou l'impuissance) de Fabius et Mitterrand. Tout en reconnaissant les bonnes intentions des dirigeants socialistes, ces nouveaux convertis au libéralisme, les capitalistes doutent de leur capacité politique à tailler dans le vif quand la suppression des « sureffectifs » est désignée comme la condition du redressement d'un groupe. Derrière le nouveau mot de passe, « modernisation », ils dénoncent bien souvent une attitude de temporisation. Renault constituera à cet égard, dans les semaines qui viennent, un test de première importance.

Des élections cantonales aux législatives...

Tandis que le mouvement ouvrier continue de prendre des coups et marque le pas, le discours des socialistes se dédouble : les dirigeants de l'Etat parlent gestion et rigueur. Ceux du PS espèrent retrouver punch et identité en exhumant les « valeurs traditionnelles de la gauche ». Cette singulière séparation entre le discours et l'acte, toujours plus accentuée à la veille des échéances électorales, révèle la position d'extrême faiblesse politique du PS.

Le même affaiblissement est patent au sommet de l'Etat : Mitterrand agit désormais sans paratonnerre. Il doit s'engager sur tous les fronts, en première ligne, sans bouclier.

Tirée par une extrême droite qui la dévore, la droite cherche l'affrontement, sans répit, hier sur l'école, aujourd'hui sur la Nouvelle-Calédonie, demain sur la réforme électorale. Elle ignore les appels à la responsabilité et au « sens de l'Etat » répétés par les actuels dirigeants, car elle sait ceux-ci réduits à la plus grande faiblesse politique pour avoir trahi les espoirs mis en eux par les travailleurs en 1981 ; comme elle sait Mitterrand désormais hors d'état de s'appuyer sur un centre, impossible à faire surgir, qui lui aurait permis de capter l'électorat flottant.

Ainsi se présentent les choses, à quelques semaines des élections cantonales, et à près d'un an des élections législatives. Entre ces deux échéances, l'année 1985. Elle sera décisive pour faire surgir une alternative, les premiers éléments d'un regroupement de ceux qui refusent la politique du casse-pipe de la gauche et le gros bâton de la droite.

Les marxistes révolutionnaires dans la métropole coloniale et la lutte des peuples pour leur libération

Jean-Marie FREYSSAT

LA lutte du peuple kanak pour sa libération place à nouveau l'ensemble des forces du mouvement ouvrier français devant le choix suivant : soutien inconditionnel à ce peuple colonisé, ou complicité avec notre propre impérialisme. Le PS est l'héritier d'une vieille tradition chauvine et colonialiste, cohérente avec son rôle de gestionnaire loyal des intérêts de la classe capitaliste. En ce domaine, le PCF a rivalisé depuis le Front populaire avec le PS, même s'il n'a pas porté directement les armes contre les insurgés d'Indochine et d'Algérie. Parmi les courants se réclamant en France de la révolution socialiste, anticolonialiste, par principe, la lutte du peuple kanak suscite des attitudes et commentaires variés (ou, pour ce qui est du PCI, son extrême discrétion). Or, la question coloniale, celle des pays dominés sous quelque forme que ce soit, n'est pas nouvelle dans le mouvement ouvrier. Elle surgit même dès ses origines. La tradition révolutionnaire et internationaliste dans laquelle nous nous situons, celle de Marx, de Lénine et de Trotsky, s'est affirmée et maintenue, à travers toute une série de combats et d'expériences, parce qu'elle n'a jamais failli au devoir de solidarité avec les peuples et nations opprimés par notre propre impérialisme. C'est pourquoi il est utile, aujourd'hui, d'en rappeler des éléments et moments essentiels.

Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre

L'Association internationale des travailleurs (AIT), plus connue sous le nom de 1re Internationale, a été fondée à l'occasion d'une réunion ouvrière internationale de solidarité à la Pologne dépecée et opprimée. Marx et Engels, s'ils n'ont pas assisté au soulèvement généralisé des peuples colonisés du XXe siècle, ont dénoncé à de multiples reprises la colonisation (1). Et ils attachaient une importance capitale, lorsqu'ils portaient un jugement sur les positions politiques d'un révolutionnaire européen, à son attitude vis-à-vis des peuples opprimés par « sa » bourgeoisie.

En outre, il existait, au cœur de l'Europe industrielle, une situation coloniale, celle de l'Irlande, et la lutte s'y menait contre l'Angleterre. Les positions prises, à ce sujet, par Marx et Engels, ont été considérées par Lénine comme d'une grande importance pratique, un exemple de la façon dont le prolétariat des nations qui en oppriment d'autres doit se comporter envers les mouvements nationaux, et pourquoi. L'Irlande était en effet la citadelle des landlords et de la bourgeoisie anglaise qui avaient dans cette île, non seulement leur principale source de richesse matérielle, mais aussi, à travers leur exploitation, *« leur plus grande force morale »*. L'Irlande était le moyen de *« maintenir leur pouvoir en Angleterre même »*. La bourgeoisie anglaise avait les mêmes intérêts que l'aristocratie à *« transformer l'Irlande en un simple pacage qui envoie au marché anglais de la viande et de la laine aux prix les plus bas possibles »*. Elle était en outre une source de main-d'œuvre pas chère pour le marché du travail anglais ; la concurrence irlandaise aux ouvriers anglais permettait de créer la division dans la classe ouvrière en opposant ces deux fractions. Dans ce cadre, Marx ne cesse de mettre en garde les ouvriers anglais contre toute concession au nationalisme anglais oppresseur. Ils doivent non seulement reconnaître le droit à l'au-

1. Marx-Engels, « Sur le colonialisme » (éd. du Progrès, Moscou).

Lithographie anticolonialiste de 1830. En légende : « Nous civiliserons ces gaillards-là. » Les illustrations à cet article sont reproduites d'après « la Guerre d'Algérie », ouvrage collectif sous la direction d'Henri Alleg, Temps actuels.

todétermination des Irlandais, mais *« inclure dans leur programme la rupture de l'Union »*. Marx, d'autre part, ne se fige pas sur l'idée que la victoire révolutionnaire en Angleterre est la condition de la libération de l'Irlande. Sa vision est plus dialectique. Il affirme d'abord sa conviction (qui reste à faire partager) que la classe ouvrière anglaise *« ne pourra rien faire de décisif, ici, en Angleterre,* tant qu'elle *ne rompra pas, de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes »* (lettre à Kugelman, 29 novembre 1869). Il précise, par la suite : *« J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce aux progrès de la classe ouvrière anglaise... Une étude approfondie de la question m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise* ne pourra rien faire *tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande... C'est en Irlande qu'il faut frapper un grand coup. »* (Lettre à Engels.) L'Irlande est le levier : *« L'Angleterre, métropole du capital, puissance dominante jusqu'à ce jour du marché mondial, est pour le moment le pays le plus important pour la révolution ouvrière et où les conditions matérielles de cette révolution ont atteint un certain degré de maturité. C'est pour cela que l'objectif le plus important de l'Association internationale des travailleurs est d'accélérer la révolution en Angleterre. Et le seul moyen de le faire, c'est de rendre l'Irlande indépendante... La tâche spéciale du Conseil général* (2) *à Londres est d'éveiller, dans la classe ouvrière anglaise, la conscience que l'Irlande n'est pas pour elle une question abstraite de justice et de philanthropie, mais la première condition de sa propre émancipation sociale. »* (Lettre à Meyer et Vogt, 9 avril 1870.)

Anticolonialisme humanitaire ou social-impérialisme ?

La question coloniale va malheureusement rester pour la II[e] Internationale « une question abstraite de justice et de philanthropie », pour la plus grande part. Les partis socialistes combattront certes les expéditions coloniales engagées par leurs gouvernements respectifs, à la Chambre (cf. Jaurès) et dans la rue. Mais essentiellement dans le prolongement de leur critique du militarisme et de la guerre. La pensée de l'Internationale reste marquée par l'évolutionnisme progressiste du XIX[e] siècle dans lequel pourtant Marx n'était pas tombé, lui qui parlait toujours de « prétendue civilisation » et n'oubliait jamais ce qui faisait ressembler *« le progrès humain... à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des morts »* (article de 1853 au *New-York Herald Tribune*).

Les formes nouvelles d'asservissement excluant colonisation et

2. Organisme de direction de l'AIT.

3. « Le Capital financier », d'Hilferding, premier ouvrage marxiste sur l'impérialisme, ne sera publié qu'en 1910 ; encore est-il très allusif sur la dimension coloniale.

4. Les francs-maçons, véritables « coucous » dans le mouvement ouvrier (en France en particulier), ont aidé aussi dans ce domaine.

5. « Le Mouvement social » n° 45 (octobre-décembre 1963. Stuart Schram et Hélène Carrère d'Encausse, « le Marxisme et l'Asie » (Coll. U. Armand Colin, 1965).

6. In « le Marxisme et l'Asie ».

7. J. Moneta, « le PCF et la question coloniale » (Maspero, 1971).

dépendance politique directes sont largement ignorées ou jugées moins négatives que les anciennes. En l'absence d'élaboration sur les transformations du capitalisme classique en impérialisme (3), en l'absence de luttes de masse généralisées dans les pays colonisés, sous les pressions de la bureaucratie en formation dans le mouvement ouvrier (4), les débats vont s'orienter autour de : fatalité ou non du phénomène colonial, possibilités d'en amender les formes.

Au congrès de Stuttgart (1908) s'exprimeront ainsi des social-impérialistes masqués qui ne condamnent pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale et pensent possible une « politique coloniale socialiste », mais aussi des social-impérialistes ouverts qui reprennent toutes les justifications bourgeoises de la colonisation. Du paternalisme au racisme, la transition est rapide. Ces courants qui deviendront majoritaires dans la social-démocratie après 1914 défendront « l'assimilation » des colonisés, quitte à les « pacifier » par la torture et le napalm lorsque les situations se tendront, devenant les chiens de garde de l'impérialisme.

Sans doute Paul Louis en 1905 avec *le Colonialisme* (il semble que ce soit la première apparition de ce terme péjoratif) et Kautsky, en 1907 avec *le Socialisme et la politique coloniale*, montrent le caractère intéressé et pillard des entreprises coloniales, même lorsqu'elles coûtent argent et vies humaines, car ce ne sont pas les mêmes qui encaissent et qui paient. Ils dénoncent le mensonge des arguments « humanitaires » des colonialistes. Ils affirment le devoir, pour les prolétaires des pays capitalistes, de lutter contre l'asservissement des peuples coloniaux et de marquer à leur égard leur « solidarité effective ».

Au congrès, Kautsky, théoricien en chef de l'Internationale, s'exprime ainsi d'abord : *« J'ai été fort étonné...* [de] *cette théorie d'après laquelle il y a deux groupes de peuples, dont les uns sont destinés à dominer, et les autres à être dominés, qu'il y ait des peuples incapables de se conduire et de s'administrer eux-mêmes, des peuples de grands enfants. Ce n'est là qu'une variation de la vieille phrase qui constitue la justification de tous les despotismes et d'après laquelle les uns viennent au monde les éperons aux pieds, et les autres avec une selle sur le dos, afin de permettre aux premiers de considérer les seconds comme leurs montures. »* Mais placé devant des engagements concrets à prendre, et une forte opposition, il devient très prudent : *« L'idée de l'émancipation des colonies est une espèce d'idée limite qui nous montre une direction, mais n'est pas une proposition pratique à l'application immédiate de laquelle nous devons travailler. »* Et on aboutit à une résolution dont la partie critique est ample et motivée et la partie « positive » plutôt étriquée et fortement empreinte d'une sorte de « réformisme colonial » : *« Le Congrès déclare que les mandataires socialistes ont le devoir de s'opposer irréductiblement dans tous les parlements à ce régime d'exploitation à outrance et de servage qui sévit dans toutes les colonies existantes en exigeant des réformes pour améliorer le sort des indigènes, en veillant au maintien des droits de ceux-ci, en empêchant toute exploitation et tout asservissement et en travaillant, par tous les moyens dont ils disposent, à l'éducation de ces peuples pour l'indépendance* (5). »

Très minoritaires étaient ceux qui parlaient d'indépendance immédiate. Un délégué de la gauche, Ledebour (Allemagne), sans doute lucide sur ce que le débat démontrait, estimera que la réduction des abominations coloniales *« ne pourrait venir que de la résistance des colonisés »*. Et il note que malheureusement celle-ci est très faible. On n'entend d'ailleurs à ce congrès aucune voix « d'en bas », de porte-parole de ces peuples. La formation dans ces pays de sections des pays métropolitains, décidée au congrès de 1900, allait donner ce qu'on pouvait en attendre : des sections constituées de colons qui, même travailleurs salariés, avaient le plus grand mal à ne pas refléter naïvement, dans leurs interventions, leur situation privilégiée. Ainsi, les socialistes de Constantine (Algérie), qui proposaient de « libérer » les indigènes en leur imposant la langue française tout en interdisant « journaux, livres, enseignes, écrits arabes ou hébreux » et d'utiliser une autre langue que la langue française « dans les églises, temples, synagogues, mosquées » ; en leur offrant une instruction primaire mais en leur interdisant l'accès à l'enseignement secondaire (6). La section de Sidi-Bel Abbès donnera aussi bien du fil à retordre au jeune PC qui se constituera en 1921 à partir de la majorité du Parti socialiste (7).

La révolution de 1905 en Russie sonne le réveil des peuples. Tour à tour ou simultanément, la révolution perse, le mouvement des Jeunes Turcs, les manifestations de rues et les grèves à Bombay, le démarrage de la révolution mexicaine, la révolution de 1911 en Chine, le développement du Sarekat Islam à Java... Ce n'est pas un hasard si, dès 1907, les révolutionnaires russes se sont solidarisés avec les positions les plus radicales surgies dans la IIe Internationale sur la question. La Russie tsariste participait de deux mondes. Bien que n'ayant pas encore mené à bien sa révolution démocratique bourgeoise, elle opprimait à l'intérieur de ses frontières de multiples peuples dont les effectifs étaient d'ailleurs supérieurs à ceux de la nationalité grand-russe dominante. La clé de la révolution se trouverait dans une triple alliance, entre les ouvriers et les paysans d'une part, entre la Révolution russe et les luttes de libération nationale « anti-russes » au sein de l'empire, d'autre part. Ce que 1917 réalisera et que le Parti bolchevik avait préalablement et consciemment intégré à sa stratégie.

Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !

Lénine le synthétise, par exemple, dans son rapport au IIe Congrès des organisations communistes d'Orient, en 1919 : *« La révolution socialiste ne sera pas seulement, ni principalement, la lutte du prolétariat révolutionnaire de chaque pays contre la bourgeoisie ; non, ce sera la lutte de toutes les colonies et de tous les pays opprimés par l'impérialisme international. Caractérisant* (...) *l'approche de la révolution sociale universelle, nous avons dit que dans tous les pays avancés, la guerre civile des travailleurs contre les impérialistes et les exploiteurs commence à se fondre avec la guerre nationale contre l'impérialisme international. »*

Aussi, pour Lénine, les tâches sont claires. En 1916, dans ses *Thèses sur la révolution socialiste et le droit d'autodétermination des peuples*, il écrit : *« Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération inconditionnée et immédiate des colonies — cette revendication ne signifie pas autre chose, politiquement, que la reconnaissance du droit d'autodétermination des nations — mais doivent appuyer résolument les éléments révolutionnaires du mouvement national-démocratique bourgeois pour la libération de ces pays et aider leur révolte et, si c'est le cas, leur guerre révolutionnaire contre les Etats impérialistes qui les oppriment. »*

Pour Lénine, *« la division des*

nations en nations oppressives et nations opprimées (...) constitue l'essence de l'impérialisme (...) elle est capitale sous l'angle de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme » (*l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916).

Sur cette distinction, Trotsky écrit par exemple aux Indochinois en 1930 : « *Dans le présent, le nationalisme du paysan indochinois le plus retardataire, dirigé contre l'impérialisme français, est un élément révolutionnaire en comparaison du cosmopolitisme abstrait et faux des francs-maçons et autres bourgeois démocrates, ou de l'"internationalisme" des sociaux-démocrates qui volent ou aident à voler les paysans indochinois (...) Le nationalisme de la bourgeoisie est un instrument de sujétion et de déception des masses. Mais le nationalisme de la masse du peuple est la forme élmentaire prise par la haine juste et progressiste à l'égard de ses oppresseurs les plus habiles, les plus capables et les plus impitoyables, c'est-à-dire les impérialistes étrangers. Le prolétariat n'a pas le droit de tourner le dos à ce genre de nationalisme. Au contraire, il doit démontrer dans la pratique qu'il est le combattant le plus conséquent et le plus dévoué de la libération nationale de l'Indochine.* »

Et on pourrait compléter en reprenant la 12e thèse sur les questions nationale et coloniale du IIe Congrès de l'Internationale communiste (IC) en 1920 : « *L'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le social-chauvinisme qualifiait du nom de "défense nationale" la défense des "droits" de "sa" bourgeoisie à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime (...) D'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long et, éventuellement, de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat* d'abord *et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.* » (Souligné par la rédaction.)

C'est à ce IIe Congrès toujours qu'est codifiée la ligne de conduite — qui doit être « *particulièrement claire et nette* » — dans la question des colonies et des nationalités opprimées, des partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations. C'est la huitième des conditions à satisfaire pour être admis à l'IC : « *Le devoir de tout parti appartenant à la IIIe Internationale est :*

— de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes dans leurs colonies ;

— de soutenir, non en parole, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies ;

— d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole ;

— de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées ;

— d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

En 1922, le IVe Congrès demandera que les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte dans le monde entier ; que chacun des PC des pays possédant un domaine colonial se charge d'organiser une aide systématique, matérielle et morale, au mouvement ouvrier des colonies, tout en combattant « *à tout prix et opiniâtrement, les tendances colonisatrices de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés travaillant dans les colonies* », tendances avec lesquelles il faut être « *sans merci* ». Une résolution spéciale pour le PC de France expliquera que la base d'appui pour l'activité communiste dans les colonies ne doit pas être ces « *éléments aussi pénétrés de préjugés capitalistes et nationalistes* » mais « *les meilleurs éléments des indigènes eux-mêmes et, en premier lieu... la jeunesse prolétarienne indigène* ».

Dans les *Thèses générales sur la question d'Orient*, au IVe Congrès toujours, le lien est aussi fait avec « *la question de l'émigration et celle du bon marché de la main-d'œuvre de couleur* ». Les thèses s'élèvent contre la tendance à réclamer des lois prohibitives qui « *accusent l'antagonisme qui existe entre les ouvriers blancs et les ouvriers de couleur, divisent et affaiblissent l'unité du mouvement ouvrier. Les partis communistes... doi-*

8. In « le Marxisme et l'Asie ».

vent entreprendre une campagne énergique contre les lois prohibitives et montrer aux masses prolétariennes de ces pays que des lois de ce genre, excitant les inimitiés de races, se retournent en fin de compte contre les travailleurs des pays prohibitionnistes ». La riposte est de syndicaliser les ouvriers immigrés et de revendiquer pour eux l'égalité des salaires et des conditions de travail. *« Une telle mesure prise par les partis communistes démasquera les intentions capitalistes et en même temps montrera avec évidence aux ouvriers de couleur que le prolétariat international est étranger aux préjugés de race. »*

Un soutien résolu, pratique et sans condition

Au II[e] Congrès de l'IC, les représentants de la majorité du PS italien (ce parti avait adhéré en bloc à l'Internationale), Graziadei et Serrati, sont réservés quant au soutien des mouvements coloniaux. Ils préféreraient la formulation « d'intérêt actif ». Ils justifient leur position par des arguments puristes quant à la nature peu claire desdits mouvements. Pour eux, la définition de « pays arriéré » est imprécise, une insurrection nationaliste n'est pas forcément révolutionnaire, des exploiteurs nouveaux peuvent remplacer les anciens, etc. (8). Comme le feront vertement remarquer certains délégués, cette position « puriste » n'est en fait qu'une couverture de l'opportunisme pratique. Si on veut un mouvement révolutionnaire « pur sucre », il n'y a pas d'autres moyens pour les communistes que de gagner la confiance des militants anti-impérialistes, et celle-ci ne pourra venir que d'un engagement effectif dans le soutien desdits communistes. Si les colonisés ne font pas dans la pratique l'expérience de l'efficacité de l'aide de la classe ouvrière des pays impérialistes, il sera difficile de les convaincre dans l'abstrait de se mettre sous le drapeau du prolétariat mondial.

Il ne s'agit évidemment pas de soutenir n'importe quoi et n'importe qui. Mais le soutien des communistes des métropoles doit être acquis à tout peuple opprimé, à tout mouvement de ces peuples, à toute institution réprimée ou attaquée par l'impérialisme. Prenons quelques situations apparemment complexes.

Dans l'entre-deux-guerres, l'Italie mussolinienne envahit l'Abyssinie (la

A gauche : un tract du Parti communiste de 1928. A droite : tract communiste diffusé à Alger vers 1925.

future Ethiopie). Centristes et ultra-gauches renvoient les camps en présence dos à dos. On ne choisit pas entre la peste fasciste et le choléra du Négus despote. Les réformistes demandent à la « caverne de brigands » — selon Lénine, la Société des Nations (l'ancêtre de l'ONU) — d'arbitrer. La IV[e] Internationale refuse la neutralité : *« En dépit de l'esclavagisme qui y prédomine et de la barbarie politique du régime »*, nous soutenons *« les courageux guerriers abyssins »* face aux conquérants impérialistes, *« non seulement parce que l'indépendance nationale de l'Etat représente une étape historique progressiste pour un pays à structure précapitaliste, mais aussi parce que la défaite de l'Italie fasciste serait l'ombre de l'effondrement de la société capitaliste décadente. »* Pour bien se faire comprendre, en 1938, lors d'une interview, Trotsky prend un exemple extrême *« simple et démonstratif »* : *« Il existe aujourd'hui, au Brésil, un régime semi-fasciste qu'aucun révolutionnaire ne peut regarder sans haine. Supposons cependant que demain l'Angleterre entre en conflit militaire avec le Brésil. Je vous demande de quel côté du conflit sera la classe ouvrière ?... moi je répondrais : dans ce cas, je serais du côté du Brésil "fasciste" contre l'Angleterre "démocratique". Pourquoi ? Parce que le conflit entre ces deux pays ne sera pas une question de démocratie ou de fascisme. Si l'Angleterre triomphait, elle mettrait un autre fasciste à Rio de Janeiro et renforcerait les chaînes du Brésil. Si, au contraire, le Brésil triomphait, cela donnerait une puissante impulsion à la conscience nationale et démocratique du pays qui amènerait au renversement de la dictature de Vargas. La défaite de l'Angleterre, en même temps, porterait un coup à l'impérialisme britannique et donnerait une grande impulsion au mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais. Il ne faut vraiment rien avoir dans la tête pour réduire les antagonismes mondiaux et les conflits militaires à la lutte entre fascisme et démocratie. Il faut apprendre à distinguer les exploiteurs, les esclavagistes et les voleurs sous n'importe quel masque ! »* (Oeuvres. T. 18)

Dans le cas où c'est le mouvement colonial qui ouvre les hostilités — ce n'est d'ailleurs qu'une riposte à l'agression initiale et permanente de l'impérialisme — les révolutionnaires de la métropole doivent se tenir à ses côtés, sans poser de conditions, sans mettre de préalables à leur soutien. *« Tout mouvement colonial qui affaiblit la domination capitaliste dans la métropole est progressif parce qu'il facilite la tâche révolutionnaire du prolétariat. »* (Trotsky, « Rapport sur le parti français au IV[e] Congrès de l'IC ». Quels que soient son programme, ses leaders, le niveau de conscience de ses participants, ses formes d'action, à partir du moment où il porte des coups à l'impérialisme, un tel mouvement est notre allié objectif, le soutien qu'on lui apportera est aussi

une aide à nous-mêmes, doivent se dire les prolétaires métropolitains. Et ce soutien ne se réduit pas à mener la lutte de classes en France. Ce serait trop facile. Il implique des tâches spécifiques.

La « révolutionnarisation » de la section française de l'Internationale communiste sur ce terrain demandera un certain temps. Quand le jeune Ho-Chi-Minh vient saluer le Congrès de Tours, il adhère plus à un espoir qu'à une réalité. Grâce à ses Jeunesses, s'étant débarrassé des francs-maçons et autres partisans ouverts ou cachés de la collaboration de classes, renforcé par l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires, aidé par l'Internationale, le jeune PC va, à partir de 1925, et jusqu'au Pacte Laval-Staline, mener une lutte anticoloniale conséquente. Prenons l'insurrection du Rif marocain. Abd-El-Krim triomphe des occupants espagnols et y proclame une république. PC et JC lui envoient un télégramme espérant qu'il *« continuera en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain »*. En janvier 1925, *les Cahiers du bolchevisme* précisent que 50 % de l'activité des militants doit lui être consacré. Quand la France décide d'envoyer des troupes commandées par Pétain, qui va coordonner son intervention avec les troupes espagnoles, commandées par Franco, le PC déclare que le Maroc doit *« occuper la première place dans l'action du parti »*. Les mots d'ordre sont : *« Pas un homme, pas un sou pour la guerre du Maroc ! — Paix immédiate, reconnaissance de la République du Rif ! — Evacuation totale du Maroc par la France ! — Fraternisation ! »* Ce dernier mot d'ordre est commenté dans la brochure d'André Marty : *« Mais il faut évidemment que quelqu'un commence : or, au Maroc, il est clair que ce doit être ceux qui passent pour des oppresseurs et des étrangers qui doivent faire le premier geste. »* A la Chambre, dans une intervention sans cesse huée, coupée et conclue par l'Internationale chantée par le groupe parlementaire communiste, Doriot, au nom du PC, appelle les soldats à faire comme les mutins de la mer Noire — les marins envoyés contre la révolution russe — à refuser de tirer (9). On lui retira la parole. Il ne s'agit évidemment pas d'actions individuelles, c'est un refus de masse qui est proposé et qu'un mouvement conscient doit préparer. D'où un travail intense en direction des troupes : journaux, tracts, réunions, manifestations dans les casernes et les trains. Au Maroc même, dans des conditions extrêmement difficiles, la JC et le PC réussiront à constituer quelques groupes clandestins et à répandre l'idée de fraternisation. Le PC appelle à l'arrêt de la production et des transports d'armement. Une vaste campagne de réunions ouvrières est déclenchée avec la CGTU par un Comité d'action dirigé par un jeune militant ouvrier de 25 ans, Maurice Thorez. Elles éliront des délégués qui se réuniront en congrès ouvrier où sera décidée et organisée la première grève politique de masse de l'après-guerre contre la guerre et les dépenses nouvelles qu'elle occasionne. Il y aura 400 000 à 500 000 grévistes. Au moment des municipales, les JC attaquent violemment un meeting des Jeunesses patriotes, organisation fascisante.

Toujours dans sa brochure, André Marty indique encore : *« La femme communiste doit être au premier rang ; il faut que les plus timides soient mobilisées. La femme qui crie "A bas la guerre" produit une impression beaucoup plus forte qu'une douzaine d'ouvriers métallurgistes. Il appartient à ceux qui tiennent encore leurs compagnes en esclavage, sous prétexte que la femme ne doit pas faire de politique, de les éduquer et les lancer dans le combat contre l'appareil de fer de l'Etat bourgeois. »*

Ce baptême de feu (274 camarades sont condamnés à plus de 120 années de prison), comme le dit encore Marty, présente aussi l'avantage d'affûter le parti : *« La guerre du Maroc va le tremper comme il doit être : ni mou ni cassant... La répression commence à s'abattre sur nous ; elle s'intensifiera, c'est pour cela que nous allons réellement devenir forts. Quelques lâches, quelques communistes amateurs s'en iront : bon voyage ! Des bûcherons ou des forgerons, des vendeuses ou des couturières, ayant vu en nous les libérateurs du prolétariat, viendront le front haut les remplacer avantageusement. »*

Le PC, qui va bientôt rajouter un « F » à son sigle, rompt avec cette tradition après le pacte laval-Staline, du 15 mai 1935, où on peut lire que *« M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »* Les mots d'ordre d'indépendance pour les pays coloniaux sont abandonnés par le PCF. Tout ce qui affaiblit la France alliée de l'URSS face au fascisme devient aide à celui-ci (10).

Nous rappellerons pour terminer, l'action de solidarité à la révolution algérienne (11). Nous avons rencontré alors toutes les objections relevées dans cette étude à notre soutien au FLN. Nous n'avons jamais pris le Front pour une organisation marxiste-révolutionnaire. Nous n'avons eu aucun état d'âme pour savoir qui soutenir à ce moment-là (12). Les choses étaient relativement simples pour qui raisonnait en marxiste et se préoccupait de ce qui se passait effectivement sur le terrain. Il était clair, au moins à partir d'août 1955, que c'était le FLN qui dirigeait la lutte et qui portait des coups à l'impérialisme français. Nous lui accordions notre solidarité active sans lui poser aucune condition, face à notre adversaire commun, l'impérialisme.

Soutien inconditionnel ne veut pas dire absence de critique. Le droit à la critique écoutée se gagne. Et on peut être convaincu de ce que la suite des événements aurait été autre, et pour la France et pour l'Algérie, si, à partir du mouvement de masse des rappelés contre leur envoi outre-mer, les grandes organisations du mouvement ouvrier avaient pris, en France, la tête de la lutte anticolonialiste. Elles ne l'ont pas fait, le mouvement a reflué, les jeunes sont partis la mort dans l'âme. La SFIO, avec la complicité du PCF a joué son rôle d'agent stipendié de l'impérialisme dans les situations difficiles, et le 13 mai 1958, c'était le coup d'Etat militaire qui devait amener une Constitution réactionnaire dont nous faisons toujours les frais. Avec en prime un million de victimes de l'autre côté.

---

9. N. Racine et L. Bodin, « le PCF pendant l'entre-deux-guerres » (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982).

10. « Le PCF et la question coloniale ». Voir aussi Francis Joucelain, « le PCF et la première guerre d'Indochine » Cahiers rouges.

11. « La question coloniale et la section française de la IVe Internationale » (Cahiers rouges, 1973). Hervé Hamon et Patrick Rothman, « les Porteurs de valises » (Poche, Seuil).

12. Nous n'avons pas abordé dans ce texte les problèmes d'intervention des marxistes-révolutionnaires indigènes dans les pays colonisés et leurs rapports avec le mouvement de libération. Notre soutien passe aussi par l'aide à la construction dans ces pays d'organisations-sœurs, armées notamment de la théorie de la révolution permanente.

Supplément commun

Lutte de Classe
Critique Communiste

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, dans le cadre des relations systématiques que les deux organisations ont nouées entre elles, sont convenus d'entamer une discussion sur les divergences politiques qui les opposent.

A cet effet paraîtra périodiquement, en même temps, dans leurs organes respectifs *Lutte de Classe* et *Critique Communiste* une série d'articles relatifs à un ou des sujets sur lesquels il y a débat entre les deux organisations.

On trouvera ci-après des articles de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de Lutte Ouvrière qui commencent donc la discussion prévue. Cependant, même quand ils présentent les points de vue différents de chacune des deux organisations sur les mêmes sujets, ces articles ont été écrits parallèlement et ne constituent pas formellement une réponse l'un à l'autre.

La solidarité avec le FLNKS ne dispense pas de la critique révolutionnaire des nationalistes (Lutte Ouvrière)

"La solidarité envers la lutte du peuple kanak semble poser problème à certaines organisations et personnalités se réclamant traditionnellement d'un anticolonialisme militant. C'est le cas de l'avocat Denis Langlois, des camarades de Lutte Ouvrière et du journal "Le Monde Libertaire".

Ainsi LO voit en Nouvelle-Calédonie une lutte "placée sous la direction des notables kanaks"..." écrivent les camarades de la LCR (*Rouge* du 4 janvier 1985) dans un article intitulé : *"Où va le mouvement national kanak ?"*

De fait, le seul problème véritable que nous pose cette question aujourd'hui est la confusion, entretenue par les camarades de la LCR, entre la solidarité nécessaire envers la lutte du peuple kanak (nous n'avons jamais eu d'autre position), et la caution politique que la LCR croit bon d'apporter au FLNKS, à ses dirigeants et à sa politique.

Soutenir la lutte du peuple kanak, y compris ses aspirations nationales. Oui. Soutenir le FLNKS face à l'impérialisme français. Oui, deux fois oui.

Mais cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à défendre, devant le peuple kanak, comme devant le prolétariat français (et tous les travailleurs immigrés qui font partie de ce prolétariat) la politique communiste révolutionnaire, c'est-à-dire à combattre, politiquement, la politique des nationalistes ce qui ne signifie nullement tourner le dos aux aspirations nationales des masses populaires, ou renoncer à la solidarité avec leur lutte telle qu'elle est menée.

Mais la politique de la LCR consiste réellement à renvoyer la défense des idées socialistes révolutionnaires à une phase ultérieure de la lutte, quand ce n'est pas à l'espoir d'un infléchissement, spontané ou pas, de la politique des dirigeants nationalistes. Croire qu'il suffit à la LCR de se faire "reconnaître" par des dirigeants nationalistes pour préserver cette éventualité est plus qu'une erreur, c'est tourner le dos à tout l'enseignement de Trotsky, c'est renoncer, et ce n'est pas nouveau, à construire des organisations trotskystes là où il y a un mouvement nationaliste, en remettant la lutte pour la révolution socialiste aux calendes.

Non seulement, les camarades de la LCR renoncent ainsi à utiliser le poids éventuel du Secrétariat Unifié pour créer une éventuelle organisation de la IV[e] Internationale en Nouvelle-Calédonie, mais ils renoncent même à en défendre le programme, ce qui ne pourrait se faire que dans la critique ouverte de la politique des organisations nationalistes.

Oui, nous voyons incontestablement en Nouvelle-Calédonie une lutte placée sous la direction de notables dont la politique se place sur le terrain de la bourgeoisie. Cela ne nous pose aucun problème de solidarité envers la lutte du peuple kanak. En tant qu'organisation prolétarienne appartenant à un pays oppresseur, nous sommes pleinement solidaires de cette lutte, y compris sous la direction que le peuple kanak accepte. Notre appréciation politique des dirigeants kanaks ne conditionne en aucune façon notre solidarité face à l'impérialisme français. Nous affirmons qu'indépendance ou pas, la direction du FLNKS mène la lutte du peuple kanak dans une impasse, mais nous restons néanmoins solidaires de ces mêmes dirigeants face à l'impérialisme français. Oui, nous soutenons Tjibaou contre Pisani et Mitterrand. Comme nous soutenions Ben Bella contre Guy Mollet ou de Gaulle ; Castro contre Kennedy et ses successeurs ; Ortega contre Reagan, etc. Cela ne pose aucun problème, contrairement à ce que prétend la LCR pour justifier son soutien à la politique du FLNKS ou plus précisément la caution politique qu'elle lui apporte.Face à l'impérialisme. nous choisissons sans hésiter notre camp, même si les Machoro, Tjibaou, Ben Bella, Castro ou Ortega, eux, n'ont jamais choisi le camp du prolétariat mondial.

Cette solidarité élémentaire nous pose si peu de problèmes, que LO est sans doute la seule organisation politique française s'étant adressée directement depuis déjà des semaines à plusieurs centaines de milliers de travailleurs français (au moyen des éditoriaux successifs de ses bulletins d'entreprises) pour défendre sur le terrain de la lutte des classes la lutte du peuple kanak .

Seulement, et c'est là où réside sans doute notre désaccord réel, nous ne pensons pas que le devoir de solidarité des communistes révolutionnaires envers

le peuple kanak doive s'arrêter à soutenir ses dirigeants du moment contre l'impérialisme et ses représentants. Ce devoir consiste, aussi à donner au peuple kanak, la possibilité de juger ses dirigeants au cours de la lutte, la possibilité de choisir entre plusieurs politiques celle qui lui paraîtra la plus à même de lui faire remporter une victoire réelle contre l'impérialisme français, la plus à même d'ouvrir une autre perspective d'avenir que celle d'une indépendance politique peut-être, mais incapable d'échapper au pillage impérialiste, souveraine tout au plus sur son propre dénuement comme tant de régimes nationalistes en ont donné l'exemple depuis trente ans.

Et toute la question pour le peuple kanak qui aujourd'hui s'ébranle, s'assemble, se mobilise, et peut donc se poser rapidement toutes les questions, est de savoir pour quel enjeu il s'agit d'engager un combat qui, on le voit bien, exige de toute façon tous les sacrifices.

Alors de deux choses l'une :

Ou bien ce petit peuple engage toutes ses forces, toute sa détermination dans un combat limité dès le départ à cette seule petite île du Pacifique où le rapport des forces est à l'évidence écrasant en faveur de l'impérialisme français, tout le monde, au sein même du camp kanak, acceptant de fait la donnée préalable de ce rapport de force. Au pire des cas, le peuple kanak sera vaincu pour l'exemple comme à Saint-Domingue ou à Grenade. Au meilleur des cas, il aura combattu pour permettre à ses dirigeants de disputer à l'impérialisme français quelques concessions symboliques ne menaçant en rien ses intérêts. Il aura combattu pour leur permettre de proclamer l'indépendance nationale, c'est-à-dire leur propre accession à l'indépendance vis-à-vis du peuple kanak qui la leur aura conquise. Et cette victoire consacrera la véritable défaite politique du peuple kanak.

Et le regret que nous avons, c'est de voir que la principale section du Secrétariat Unifié ne lui offre, elle non plus, pas d'autre perspective politique, qu'elle le laisse entièrement à la remorque de dirigeants nationalistes parés pour la circonstance de toutes les vertus possibles.

L'autre perspective serait que le peuple kanak engage ses forces et sa détermination dans un affrontement dont l'enjeu essentiel, justement, vise à créer un nouveau rapport de forces, en refusant de se laisser enfermer dans les limites de la seule Calédonie, en se débarrassant du carcan micro-nationaliste, en cherchant à entraîner dans sa lutte, pour commencer, ceux-là mêmes qui ont subi les mêmes spoliations, les mêmes ségrégations, les mêmes humiliations que lui-même, ces centaines de milliers, ces millions d'exclus des sociétés coloniales et néo-coloniales des ilôts et des archipels du Pacifique, tous ceux qui exactement au même titre que les Kanaks peuvent avoir le sentiment d'être les Noirs de l'ordre impérialiste blanc sur le Pacifique. Là non plus, bien sûr, le succès n'est pas garanti. Mais les enjeux de la victoire, eux, sont formidables. Et même en cas d'échec, cette fois, les germes de la révolution des Noirs de Kanaky se seront répandus chez leurs frères de race comme de classe, inaugurant un processus effectif de révolution permanente autrement menaçant pour l'hégémonie impérialiste dans le monde que toutes les révolutions nationales volontairement circonscrites dont, au bout du compte, l'impérialisme peut toujours s'accomoder pour peu qu'il en décide ainsi.

Bien sûr, cette politique, en Kanaky, personne ne la propose. Ce n'est pas une raison pour qu'une organisation qui s'appelle la IVe Internationale ne la propose pas non plus.

Ces deux politiques sont antagonistes. La première n'est pas l'étape de la seconde, elle est son sabordage. Accepter l'hégémonie des directions nationalistes au nom de notre solidarité avec elles face à l'impérialisme, renoncer ne serait-ce qu'à les critiquer publiquement en vue, pour le moins, de susciter parmi les militants kanaks anti-impérialistes des vocations communistes révolutionnaires (à supposer que la IVe Internationale n'ait pas les forces de créer une section trotskyste sur place), nous semble un dangereux renoncement politique.

Notre solidarité avec le peuple kanak, avec les plus pauvres, les plus démunis de Nouvelle-Calédonie, avec les opprimés et laissés pour compte de toujours, est une solidarité totale, une solidarité de nature, en un mot une solidarité de classe envers ceux qui n'ont rien à perdre, ni biens ni privilèges bien sûr, ni position sociale si précaire et relative soit-elle. Cette solidarité-là est constante, indépendante des circonstances comme des rapports de force établis. Elle a ses exigences politiques propres, qui dépassent le seul soutien propagandiste dans la métropole impérialiste. Ceux-là sont plus que nos alliés, ce sont les nôtres.

Notre solidarité avec les dirigeants kanaks quant à elle, est d'une toute autre espèce. Pour être inconditionnelle (au sens où nous ne leur demandons pas d'être ce qu'ils ne sont pas) elle est de nature circonstancielle et provisoire. Ceux-là sont nos alliés, pour un temps, le temps qu'ils jugent, eux, nécessaire de se faire porter par le combat anti-colonialiste afin de consolider, d'obtenir, voire d'arracher à l'impérialisme une position sociale et politique, un fief national même minuscule, et le siège à l'ONU qui va avec.

Alors oui, notre solidarité militante a un caractère politique contradictoire, ce qui à vrai dire n'est pas pour embarrasser des organisations se réclamant de la tradition bolchévique. Et il s'agit là d'un vieux débat, en effet, comme le soulignent les camarades de la LCR dans *Rouge*. Pas un débat, comme ils le pensent, pour savoir s'il faut ou non reprocher leur nationalisme aux peuples opprimés (personne ici ne le leur reproche), mais un débat autour de ce que les bolchéviks appelèrent le Front Unique (qu'ils réalisèrent de façon révolutionnaire de février à octobre 1917 avec le succès que l'on sait), débat repris par Trotsky au sein de l'Internationale Communiste, puis en dehors, jusqu'à la fin de sa vie, à propos de pratiquement toutes les questions politiques majeures de la période, de la grève des mineurs anglais de 1926 comme de la question de l'alliance avec le Kuomintang en Chine, de la lutte à mener contre le fascisme, comme de la signification des "Fronts Populaires".

Et c'est ce même débat qui ressurgit si fréquemment aujourd'hui au sein du mouvement révolutionnaire.

Huguette CHEVIREAU (LO)

Nouvelle-Calédonie : la solidarité anticolonialiste ne se marchande pas (Ligue Communiste Révolutionnaire)

Depuis le boycott des élections territoriales du 18 novembre dernier par une majorité écrasante de la population kanake à l'appel du Front de Libération Nationale Kanake Socialiste (FLNKS), les camarades de Lutte Ouvrière (LO) ont en partie centré leur intervention sur cette question autour d'une critique systématique de la nature de la direction du FLNKS et de son orientation politique. Pendant tout ce temps, et mis à part leur ralliement à la manifestation parisienne de dénonciation de l'assassinat d'Eloi Machoro du lundi 14 janvier, ces camarades n'ont pris aucune initiative de solidarité avec cette lutte anticoloniale. Mieux, LO refusa de s'associer à toutes les précédentes initiatives qui lui avaient été proposées sur ce thème à plusieurs reprises.

Une telle orientation constitue à nos yeux une erreur de taille pour une organisation qui se réclame de positions communistes internationalistes. Nous sommes, avec les positions de LO sur la Nouvelle-Calédonie, très loin de la tradition de Lénine et de Trotsky en la matière. Et des militants indépendantistes kanaks seraient en bon droit d'interpeller LO sur ce manquement évident à la plus élémentaire des solidarités anticolonialistes. Mais la position de LO semble refléter un désintérêt total pour tout dialogue politique avec les indépendantistes kanaks au nom de la prétendue nature *"nationaliste bourgeoise"* de sa direction. De ce fait LO s'interdit aussi toute contribution à la radicalisation politique de ce processus.

LO insiste sur le fait que le FLNKS n'a *"jamais prétendu militer pour une révolution socialiste mondiale"* ; ce que par ailleurs tout le monde sait. Mais l'on pourrait faire remarquer aux camarades de LO que le fait de se réclamer de la révolution socialiste mondiale ne règle pas immédiatement le problème de la mise en pratique concrète de ce principe. Le comportement de LO sur la question de la Nouvelle-Calédonie, où une position critique vis à vis du FLNKS vient couvrir une absence totale d'initiatives de solidarité avec ce peuple en lutte, n'en est-il pas une preuve flagrante ?

La critique par LO de l'orientation du FLNKS renvoie à une incompréhension de fond de la démarche des nationalistes kanaks et de la réalité même d'un colonialisme qui s'apparente beaucoup à la forme d'apartheid qui sévissait en Rhodésie sous Ian Smith. Cette incompréhension est assez répandue dans les milieux anticolonialistes. Cela est en partie dû à la complexité de la question nationale kanake mais aussi au peu d'intérêt apporté par beaucoup à l'évolution du mouvement nationaliste jusqu'à ces derniers mois voire jusqu'à ces toutes dernières semaines. Peut-être est-ce là ce qui amena LO à mêler sa voix au concert des dénonciations des dirigeants indépendantistes en écrivant par exemple que *"les Tjibaou et les Machoro d'aujourd'hui sont les Boumedienne, les Khadafi et les Mobutu de demain"*.

Pourtant après s'être inquiétée du sort des "petits blancs" caldoches pendant plusieurs semaines, LO s'est vue obligée de préciser tardivement, peut-être même à l'intention de ses propres militants et lecteurs, que *"les travailleurs d'ici auraient tort de tirer prétexte du nationalisme sans perspective réellement socialiste du FLNKS pour être dans le camp de leur propre impérialisme"*. On serait néanmoins en droit d'attendre un tout petit peu plus de la part d'une organisation révolutionnaire de la métropole coloniale. Car dans ce combat contre notre propre colonialisme la neutralité n'est pas de mise ; et ce, quelle que soit l'appréciation que l'on fait de la nature de la direction du mouvement anticolonialiste qui mène la lutte. Espérons simplement que ce bon conseil de LO aux travailleurs français sera aussi entendu par ses militants qui dorénavant ne devraient plus avoir aucune réticence politique à participer au mouvement de solidarité internationaliste à la lutte du peuple kanak pour l'indépendance.

Pour en venir au fond du problème, nous

abordons ici quelques-uns des points de divergence avec LO les plus importants concernant l'analyse de la situation en Nouvelle-Calédonie.

A PROPOS DE L'ANALYSE DU FLNKS

LO analyse le FLNKS comme une organisation dirigée par des *"notabilités"*. Par conséquent sa politique *"est bien la politique classique des nationalistes bourgeois"*. Pour mieux argumenter son propos, LO fait feu de tout bois. Elle cite par exemple le fait que J.-M. Tjibaou est un ancien prêtre. On peut lire aussi que la manière dont Machoro a, lors de l'occupation de Thio, montré *"sa capacité à faire régner l'ordre et à contrôler ses troupes en établissant des barrages exemplaires autour de la ville"* serait une preuve irréfutable du caractère "nationaliste bourgeois" de cette direction. Ne doit-on pas plutôt penser que c'est là la preuve d'une qualité politique. Si LO s'y est trompée, le colonialisme français lui ne s'y est pas laissé prendre. Il a commandité l'assassinat de Machoro justement parce qu'il voyait en lui le symbole et le danger de la radicalisation de toute une fraction du mouvement nationaliste. Machoro illustrait pour le peuple kanak non pas un futur Mobutu comme l'affirmait LO mais présentement un facteur de radicalisation de la lutte anticolonialiste. Or ce même Machoro, organisateur du siège de Thio, c'est-à-dire d'une mobilisation tout à fait exemplaire du peuple kanak, est mis par LO dans le même sac qu'un Lafleur (député RPR) ou un Laroque (maire RPCR de Nouméa), car *"il n'y a pas une si grande différence entre les ambitions des uns et des autres"*.

Certes, le FLNKS n'est pas une direction communiste internationaliste. Personne ne le prétend d'ailleurs. C'est plutôt un front regroupant différentes organisations, elles-mêmes hétérogènes et parmi lesquelles figure l'Union des Syndicats des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE) qui regroupe environ 2000 adhérents. Ce véritable front unique anticolonialiste est largement majoritaire dans la population kanake, même si cela est difficilement reconnu par LO qui écrit simplement que le *"FLNKS semble aujourd'hui la direction nationaliste reconnue apparemment par une partie du peuple canaque"*.

Mais le FLNKS n'est pas non plus une organisation nationaliste bourgeoise classique. Tout d'abord parce qu'il n'y a pas de bourgeoisie kanake. Ni même d'ailleurs de véritable petite bourgeoisie cossue. Les camarades de LO pressentent bien la difficulté, en affirmant eux-mêmes que J.-M. Tjibaou est *"un des rares notables que compte la population kanake"*. Par ailleurs l'utilisation du terme de *"notabilités"* montre leur embarras devant une réalité sociale complexe qu'ils ont bien du mal à faire entrer dans leurs schémas pré-établis.

Le peuple kanak a conservé une certaine homogénéité sociale du fait notamment de la politique coloniale de ségrégation raciale qui a été menée à son égard. Il est cependant traversé par des formes de divisions héritées du passé qui ne sont pas comparables à des formes de domination féodales, et par des différences de revenus entre, par exemple, les fonctionnaires et les cultivateurs des tribus. Mais la population kanake n'est pas encore découpée par des différenciations sociales entièrement cristallisées. Le poids de l'idéologie religieuse ou d'une longue tradition de participation au

système électoral colonial pèse sans doute sur une certaine couche de militants nationalistes kanaks. Mais cela ne suffit pas à diviser aujourd'hui le FLNKS en courants différents d'ores et déjà représentatifs d'intérêts de classes divergents.

Cette direction nationaliste est avant tout pragmatique. Elle a évolué pour l'instant de cette manière dans le sens de la radicalisation de ses revendications, passant ces dernières années du mot d'ordre d'autonomie interne à celui d'indépendance kanake et socialiste. Nous n'avons pas affaire à un mouvement soudé autour d'un programme politique parfaitement défini en dehors de cette revendication centrale. Les indépendantistes eux-mêmes le reconnaissent. Mais LO devrait être amenée à constater que depuis sa création en septembre 1984, la direction du FLNKS a su répondre aux besoins de la mobilisation anticoloniale et aux attentes de la population kanake. De ce point de vue, les mobilisations populaires auxquelles ont donné lieu le boycott électoral du 18 novembre, constituent un pas en avant de la mobilisation unitaire du peuple kanak et reflètent une radicalisation générale de l'orientation du FLNKS qui accentua, dans la dernière période, la polarisation de la situation politique.

Les camarades nous rétorqueront peut-être, comme ils l'ont écrit, que pourtant le FLNKS *"s'affirme d'avance prêt à jouer le jeu d'une telle négociation"* avec le gouvernement français, mais qu'il *"déclare n'être pas prêt à la guerre civile"*. Comment peut-on imaginer que le refus d'une guerre civile puisse avoir un aspect politique négatif dans une situation où le peuple kanak est numériquement et militairement complétement infériorisé. Avec quel détachement du sort du peuple colonisé, LO détermine-t-elle ces positions pour faire aussi peu de cas de la réalité concrète des rapports de force sur le terrain. Le FLNKS est contraint par cette situation à développer une tactique particulière combinant de manière tout à fait originale les mobilisations de masse et l'autodéfense de ces mobilisations avec un processus de négociations avec le pouvoir colonial. Et cela serait vrai quelle que soit la nature de la direction du FLNKS. C'est là en effet le seul moyen de progresser vers la victoire dans ces conditions concrètes.

L'originalité de ce mouvement nationaliste réside dans le puissant sentiment national kanak sur lequel il prend appui. On ne pourrait autrement comprendre le maintien de l'unité du FLNKS malgré toutes les tentatives du pouvoir colonial pour casser une organisation qui représente aujourd'hui un obstacle sur la voie de l'instauration d'une solution néocoloniale garantissant les intérêts de la métropole coloniale et de la population caldoche. Ce puissant sentiment national plonge ses racines dans les formes sociales communautaires particulières qui continuent à régir les rapports sociaux pour la majorité des Kanaks, notamment ceux installés en tribus. Cette "coutume", de tradition assez égalitaire, a joué jusqu'à ce jour un rôle éminemment progressiste en ce sens qu'elle a permis que survive l'identité de ce peuple. Sans cette tradition coutumière égalitaire restée encore vivace, la lutte nationaliste n'aurait pas atteint une telle intensité.

LE CONTENU DE LA LUTTE INDÉPENDANTISTE

Au lieu de tant insister dans ses colonnes sur les passages des indépendantistes dans les institutions coloniales, LO aurait dû s'attacher à comprendre et à faire connaître ce que représentait la rupture avec cette stratégie antérieure. C'est au travers de ces processus et d'épreuves bien concrètes que pourrait se forger un niveau de conscience qui dépasse le nationalisme tant exécré par LO. Mais on ne peut s'attendre à voir apparaître une direction prolétarienne internationaliste kanake, du néant, en kit en quelque sorte. Cela n'est pas lié à la nature de la direction actuelle du FLNKS ou à son orientation. Il y a des causes plus profondes à chercher dans la spécificité de la formation sociale kanake elle-même. Peut-on oser reprocher à un peuple soumis au colonialisme pendant 131 ans, et tenu à l'écart dans des réserves par un système de ségrégation raciale, de ne pas avoir donné naissance à un courant marxiste authentique ?

Mais compte tenu de la dynamique d'affrontement actuelle de la lutte anticolonialiste, il n'y a pas de limite a priori aux possibilités de radicalisation du mouvement nationaliste kanak. Toutefois cette perspective ne peut constituer en aucun cas un préalable à notre engagement solidaire aux côtés du peuple colonisé.

Pour LO, la lutte nationaliste kanake n'a aucun contenu progressiste pour les masses colonisées. Il ne s'agirait que de remplacer les dirigeants blancs actuels par des autochtones et de *"frayer la voie au développement de la bourgeoisie kanake."* Sans connaissance réelle du pays, LO règle ainsi son sort au mouvement nationaliste et au peuple kanak tout entier. Et LO se contente tout au plus de *"comprendre"* que le peuple kanak *"préfère traiter avec ses propres notables plutôt qu'avec ceux des Blancs, en attendant de règler ses comptes avec les deux"*. Ce radicalisme apparent cache une européo-centrisme paternaliste du plus mauvais genre. Pour LO, le peuple kanak est *"réduit à un choix sans avenir"* tant que la révolution socialiste n'éclate pas en France. Pas une seule fois, LO ne considère que l'affaiblissement du colonialisme français du fait de la lutte indépendantiste kanake puisse être un élément positif aidant le combat des travailleurs français. Ce fatalisme politique interdit à LO d'avoir la moindre prétention à être écoutée par une quelconque fraction du mouvement nationaliste kanak, et à peser sur l'évolution de la situation dans ce pays. Il conduirait les Kanaks qui le feraient à subordonner leur combat à celui des forces ouvrières en métropole.

Empreinte de paternalisme, cette position vide aussi de toute dynamique la lutte anticoloniale. Ainsi pour LO, la lutte que mène le FLNKS *"sur des objectifs exclusivement kanaks, donc purement nationaux et dans lesquels les revendications économiques et sociales de la population n'apparaissent pas, est entièrement sur la démonstration de la "légitimité" autrement dit du droit des notables kanaks à exercer le pouvoir et à se faire remettre les rênes du pays par l'impérialisme français."* Outre que telle n'est pas à l'évidence la stratégie de l'impérialisme français, il est faux de réduire ainsi le contenu de la revendication nationale. Celle-ci n'a évidemment pas de contenu immédiatement socialiste mais elle a déjà aux yeux des masses une signification qui se concentre principalement dans une revendication de très grande importance pour le peuple opprimé, celle de la récupération des terres spoliées. C'est d'ailleurs ce qui explique le caractère non acceptable pour le colonialisme français de la revendication indépendantiste kanake pour l'instant. Si l'on parle du peuple opprimé c'est bien là une de ses revendications les plus fondamentales. Et une certaine dimension sociale est donnée par l'aspect collectif de cette revendication foncière.

LO méconnaît ou sous-estime considérablement un fait d'importance en toute situation coloniale, c'est que la conscience d'une identité nationale et le combat pour retrouver une légitimité sur sa propre terre peuvent être d'importants supports de la mobilisation d'un peuple opprimé. Même la direction la plus marxiste devrait se saisir de cette conscience pour pouvoir se hisser à la direction du mouvement populaire d'émancipation.

UNE BASE THÉORIQUE INCORRECTE

L'ensemble des positions de LO part donc d'une base théorique absolument fausse. Elle présuppose en effet que les intérêts généraux des travailleurs présents en Nouvelle-Calédonie devraient transcender la question de l'oppression nationale kanake. C'est cette confusion qui constitue le moteur des principales critiques que fait LO de la politique du FLNKS.

Ainsi c'est au nom d'une conception erronée de l'intérêt commun des Kanaks et des "petits blancs" qui ne disposeraient selon LO que *"des privilèges plus ou moins fictifs"* que cette organisation critique le FLNKS pour s'être attaqué à *"ces petits fermiers européens de la brousse"* ce qui *"contribue à dresser contre les Kanaks toute la population caldoche"*, plutôt que de s'en prendre *"aux gros colons, aux grosses fortunes, aux Lafleur et autres"*. Quelle dose d'aveuglement faut-il pour ne pas voir que les propriétés foncières coloniales des Lafleur ou des "petits blancs" ont toutes été constituées sur la base du vol des terres kanakes. Ce sont ces petits blancs qui font les barrages anti-indépendantistes à Bouraïl et ont soutenu le GIGN contre Machoro. Quant aux progressistes blancs, cela fait bien longtemps qu'ils ont rejoint les rangs du FLNKS ou de l'USTKE et ils seraient sans doute les premiers suffoqués par les analyses de LO.

Pour bien comprendre la place des travailleurs blancs dans la société coloniale de Nouvelle-Calédonie on peut se remémorer ce que Trotsky disait de leurs homologues d'Afrique du Sud lorsqu'il parlait en 1935 de *"caste privilégiée arrogante de Blancs"*. Cette définition convient parfaitement à la situation présente calédonienne. Et Trotsky débattant avec des révolutionnaires sud-africains les mettait en garde en déclarant : *"Reculer ou affaiblir les mots d'ordre nationaux avec le but de ne pas repousser les chauvins blancs au sein de la classe ouvrière serait, bien entendu, de l'opportunisme criminel"*, ou encore *"En tout cas le pire crime pour les révolutionnaires serait de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des Blancs. Celui qui donne le petit doigt au démon du chauvinisme, celui-là est perdu"*(1). Ne pas subordonner les revendications et le combat des masses opprimées aux préjugés des "petits blancs" de Nouvelle-Calédonie telle est la tâche des révolutionnaires. C'est cette démarche qui nous conduit tout naturellement à soutenir la mobilisation du peuple kanak pour l'indépendance kanake socialiste.

Ce débat est d'ailleurs vieux comme le mouvement ouvrier. Mais il n'a historiquement jamais été tranché en faveur de ceux qui reprochaient aux opprimés leur nationalisme. Or, une formation sociale coloniale, et c'est là sa caractéristique, ne découpe pas simplement les populations en classes sociales bien délimitées. Il s'y interfère l'oppression d'un peuple et d'une nation. Dès lors, il ne peut y avoir communauté d'intérêts entre les petits colonisateurs et le peuple opprimé, que si les premiers reconnaissent le droit démocratique à l'autodétermination pour le second.

Par ailleurs, la lutte de libération nationale en Algérie a suffisamment montré que la question nationale peut jouer pendant toute une époque, le rôle moteur de la mobilisation anticoloniale. Il s'agit là d'un fait objectif indépendant de la nature de la direction du mouvement nationaliste en question. La mobilisation démarre sur le terrain des revendications nationales, à partir de la prise de conscience des opprimés avant de pouvoir exprimer des objectifs sociaux plus précis.

On ne peut donc prétendre vouloir radicaliser les luttes de classes en situation coloniale en ignorant l'importance du sentiment national d'un peuple.

Vincent KERMEL (LCR)

(1) Remarque sur le projet de thèse de la Ligue Communiste d'Afrique du Sud (1935).

Les révolutionnaires et les contestaires du PCF

(Lutte Ouvrière)

Dans son numéro de décembre 1984, *Critique Communiste*, la revue mensuelle de la LCR, s'inquiétait de voir *Lutte Ouvrière* prendre *"la défense de la direction communiste contre certains de ses opposants"*. La publication par *Rouge*, dans son numéro du 11 janvier, d'un texte intitulé *"Des voix critiques"*, consacré à la tribune de discussion de l'*Humanité*, ouverte à l'occasion de la préparation du XXV[e] congrès du PCF, nous donne l'occasion de cerner à ce propos les divergences qui nous séparent de nos camarades de la LCR.

"Dans la grisaille d'un débat tout entier consacré à la défense de l'orientation du "nouveau rassemblement populaire majoritaire", quelques contributions font contraste" écrit *Rouge*.

Rouge a retenu ainsi *"trois critiques* (qui) *convergent sur une série de questions clés et affirment une approche en opposition à celle de la direction"*.

Ces trois contributions, ce sont celles de Jean Ooghe, ancien membre du comité central du PCF, de Félix Damette, membre du comité central, et de Lucien Lanternier, maire de Gennevilliers.

Bien sûr, à aucun moment *Rouge* ne s'affirme en accord politique avec ces trois contributions. *Rouge* note même que *"la nouvelle orientation* (du PCF) *n'est pas dénoncée frontalement"* et *"qu'aucune de ces contributions ne rompt le consensus général qui interdit de tirer le bilan de la participation au gouvernement."* Mais, souligne aussitôt *Rouge*, dans ces contributions *"plusieurs questions sont soulevées qui constituent autant de coins enfoncés dans les points les plus fragiles de l'orientation nouvelle"*.

Il y a donc, dans tous ces commentaires, une incontestable intention de valoriser le contenu de ces contributions, intention qui se manifeste à nouveau dans la conclusion de l'article de *Rouge* qui s'étonne *"que, dans un tel climat, parviennent malgré tout à se faire entendre des voix qui n'hésitent pas à soulever les vraies questions"*.

Voyons donc quelles sont, pour nos camarades de la LCR, les *"vraies questions"*.

"Un point de départ commun (à ces trois contributions) —écrit *Rouge*— *est une caractérisation nette de la situation de crise que connaît le parti : un processus de marginalisation politique"*.

Et puis, note *Rouge*, *"Félix Damette rappelle que les clivages gauche-droite et la notion d'union ne sauraient être oubliés"*. Et *Rouge* de citer Damette : *"Il faut tenir compte du fait que la notion de gauche et la volonté d'union sont des données politiques de masse qui font partie et feront partie longtemps du mouvement populaire lui-même... En posant les luttes hors du champ politique et en définissant l'union de la gauche en termes d'accord avec le Parti Socialiste, nous faisons comme si toute possibilité de déboucher au niveau de l'Etat était renvoyée à un avenir lointain"*.

Mais que veut donc exprimer Damette, en regrettant ainsi que *"toute possibilité de déboucher au niveau de l'Etat* (soit) *renvoyée à un avenir lointain"* sinon sa nostalgie de la participation gouvernementale. Cela ressort d'ailleurs encore plus clairement de la suite de son texte, que *Rouge* ne cite malheureusement pas : *"C'est précisément ce que souhaite le Parti Socialiste ; il cherche à nous faire apparaître comme des gens qui se sont mis à l'écart du combat pour le pouvoir politique ; il veut se réserver l'exclusivité de la lutte pour l'Etat"*. Car comme personne, ni Damette, ni les rédacteurs de *Rouge*, ne peut considérer que les termes de *"lutte pour l'Etat"*, à propos du Parti Socialiste, puisse signifier autre chose que *"participation gouvernementale"*, c'est bien le partage de celle-ci que réclame Damette.

Damette estime également dangereux le choix de la direction du PCF du point de vue de l'avenir électoral de celui-ci. Il s'inquiète dans sa contribution, du fait que l'orientation du "rassemblement populaire majoritaire" pourrait *"nous placer en porte-à-faux électoral pour une assez longue période"*.

Rouge ne cite pas non plus ce propos de Damette. Faute de place peut-être. Mais c'est bien dommage, car il montre où sont les *"véritables problèmes"* que se pose celui-ci.

Damette n'est d'ailleurs pas un inconnu pour

les camarades de la LCR. Par exemple, le numéro de *Rouge* du 9 novembre écrivait : *"Les Cahiers du Communisme, la revue politique du parti, livrent régulièrement leur lot d'articles de "rénovateurs officiels", têtes chercheuses théoriques patentées. A ce jeu, Félix Damette et Jacques Scheibling excellaient avant leur disgrâce. Ils ont légué la théorie de l'abandon de toute rupture avec le capitalisme"*. Les camarades de la LCR ne pouvaient donc pas avoir la moindre illusion sur ce que peut signifier, pour un Damette, la *"lutte pour l'Etat"*. Et le Damette de la contribution publiée par *l'Humanité* est le digne continuateur de la *"tête chercheuse théorique patentée"* des *Cahiers du Communisme*. Alors, comment *Rouge* peut-il en arriver à écrire que ce genre de prose *"pose avec clarté les vrais problèmes"* ?

Mais ce n'est pas une erreur fortuite, car dans *l'Humanité*, *Rouge* a découvert un autre texte plein d'intérêt, qui *"soulève lui aussi la question que veut escamoter la direction, des objectifs fixés à la lutte et au rassemblement, de leur articulation avec une stratégie politique de conquête du pouvoir"*. C'est celle de Lucien Lanternier.

Voici l'extrait du texte de Lanternier que cite Rouge : *"A mon sens, le problème de la conquête du pouvoir, l'investissement de l'appareil d'Etat par le mouvement populaire au terme d'un processus démocratique ne peut être éludé, ce qui suppose comme pour tout parti politique, et à plus forte raison pour le parti révolutionnaire, un programme proposant une large politique d'union, rejetant l'étroitesse comme toutes les formes de collaboration de classes, mais qui repose aussi et surtout sur la prise en compte des mutations."* Et cette prose suscite chez le rédacteur de *Rouge* ce commentaire admiratif : *"Dans le cadre de l'actuel débat, ces questions, simples, apparaissent quelque peu incongrues : comme des propositions de stratégie révolutionnaire proférées au milieu d'une cuisine !"*

Mais qu'ont donc de si "révolutionnaires" les propositions de Lanternier ? Il parle certes du PCF comme d'un *"parti révolutionnaire"*, mais au même titre que Marchais. Il parle de *"conquête du pouvoir"* mais c'est pour assimiler aussitôt celle-ci à *"l'investissement de l'appareil d'Etat par le mouvement populaire au terme d'un processus démocratique"*, ce qui en fait de *"clarté*, est la manière traditionnelle des réformistes de farder d'un peu de rouge leur envie de participer à la gestion des affaires de la bourgeoisie. En réclamant une *"stratégie de développement du mouvement des masses pour la conquête et la démocratisation du pouvoir d'Etat"* Lanternier entend opposer la politique que menait le PCF avant juillet, 1984 à celle d'aujourd'hui. Lanternier sait d'ailleurs choisir ses références pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté (sauf apparemment, pour *Rouge*). Contre le cours actuel du PCF de Marchais, il se réclame explicitement du "Manifeste de Champigny" de 1969 de Waldeck Rochet et de sa dénonciation des *"opportunistes "de gauche"* (qui) *préconisent la conquête d'un "pouvoir à l'usine", d'un "pouvoir à l'université", sans jamais poser la question du pouvoir politique"*.

Les Damette et les Lanternier ont certes raison sur un point : le *"rassemblement populaire majoritaire"* n'offre certainement pas la moindre perspective politique au PCF, en dehors d'attendre d'hypothétiques jours meilleurs pour se reposer le problème de la participation gouvernementale. En réclamant que le PCF ne laisse pas au PS *"l'exclusivité de la lutte pour l'Etat"*, ils sont peut-être plus conséquents, du point de vue réformiste. Mais la politique qu'ils proposent n'est en rien meilleure pour les travailleurs.

La politique actuelle du PCF n'est certes pas plus "révolutionnaire" que celle qu'il menait avant juillet 1984. Mais des milliers de militants ouvriers de ce parti en sont venus à avoir des doutes sur la politique de celui-ci, sur la confiance qu'ils pouvaient accorder à sa direction, à travers l'expérience de ces trois ans de participation gouvernementale. Et aujourd'hui, tout ce que *Rouge* trouve à faire, c'est de leur présenter comme des gens pleins d'intérêt les nostalgiques plus ou moins avoués de la participation gouvernementale. Ce serait cela, le rôle des trotskystes ? On croit rêver.

Mais il n'y a pas que sur le problème de la *"stratégie politique"* que *Rouge* trouve un intérêt particulier aux contributions citées. Et *Rouge* de citer J. Doghe, qui souhaite *"débarrasser notre politique de toute complaisance à l'égard des pays socialistes, dont les acquis ne peuvent continuer à dissimuler les carences fondamentales en matière de démocratie, c'est-à-dire, en fin de compte, l'un des éléments décisifs après la suppression des rapports de production capitalistes, de l'émancipation effective des travailleurs"*. Ces lignes ont d'ailleurs droit à cette appréciation flatteuse de *Rouge : "ce qui, en peu de mots, est aller à l'essentiel !"*.

Eh bien non, l'essentiel, pour juger de ce que représentent les différents courants du mouvement ouvrier, n'est pas cela, faute de quoi de Blum à Mitterrand en passant par Mollet, tous les sociaux-démocrates de la planète, qui se sont débarrassés depuis longtemps *"de toute complaisance à l'égard des pays socialistes"*, devraient avoir droit aux félicitations des révolutionnaires.

En fait, rien de ce que les Ooghe, Damette et autres Lanternier, ont écrit dans leur contribution, ne permet de voir en eux autre chose que des représentants d'un courant social-démocrate, nostalgique de la participation gouvernementale.

D'où vient, alors, que les camarades de la LCR, qui savent lire aussi bien que nous, ne semblent pas s'en être aperçus ? C'est que la LCR est prisonnière de sa manière fausse de poser le problème de l'unité entre le PCF et le PS.

La LCR considère que cette unité est une nécessité. Bien sûr, la LCR parle de l'unité sur un programme favorable aux intérêts des travailleurs. Mais elle ne tient pas toujours

compte de cette restriction dans ses raisonnements, et c'est là que cela devient dangereux.

La LCR n'a certes jamais, à notre connaissance, reproché explicitement au PCF d'avoir quitté le gouvernement. Elle s'est contenté de critiquer le cours "sectaire" qu'il avait adopté ensuite. Mais dans le numéro de *Critique Communiste* déjà cité, la LCR explique que *"le fond de la question"* qui *"semble échapper à LO"*, c'est que *"le calcul du PC consiste à laisser le PS s'user à gérer seul l'austérité au gouvernement, et pour cela, il mise sur la victoire de la droite en 1986."*

L'idée implicite de cette phrase est que si la droite risque d'être victorieuse aux élections en 1986, c'est parce que le PCF a quitté le gouvernement, pour ne pas partager le discrédit de la politique du PS. Ce n'est pas formellement dit, mais le raisonnement est celui-là.

Or, ce qui risque de conduire à la victoire de la droite en 1986, c'est la politique anti-ouvrière décidée et conduite par les dirigeants du PS (avec la complicité des dirigeants du PCF jusqu'en juillet 1984, sans eux depuis).

Bien sûr le retrait des ministres communistes s'est fait en fonction des intérêts électoraux du PCF, qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Mais les intérêts électoraux du PS non plus.

Alors, doit-on reprocher aujourd'hui aux dirigeants du PCF de se désolidariser de la politique du gouvernement ? Non, répondons-nous, car quelles que soient les raisons de Marchais, la politique de ce gouvernement est une politique anti-ouvrière. Oui, conduit à répondre la manière de voir de la LCR, qui privilégie l'unité en soi du PCF et du PS.

C'est ce type de raisonnement qui conduit à valoriser la contribution d'un Ooghe, parce qu'il se prononce *"pour lutter de façon conséquente et sans à coup en faveur de l'union des forces populaires"*, d'un Damette parce qu'il écrit que *"la notion de gauche et la politique d'union sont des données politiques de masse"*, d'un Lanternier parce qu'il réclame *"un programme proposant une large politique d'union"*. Et ce n'est pas un mode de raisonnement nouveau de la part de la LCR.

Au moment des élections municipales d'Aulnay-sous-Bois, par exemple, en novembre 1983, les camarades de la LCR n'étaient pas d'accord pour s'adresser aux électeurs communistes qui souhaitaient que le PCF quitte le gouvernement.

C'est que les camarades de la LCR tiennent formellement à considérer de la même manière PS et PC, à répartir équitablement les critiques. Et ce même numéro de *Critique Communiste* déjà cité écrivait : *"LO a toujours considéré le PCF comme un parti authentiquement ouvrier, quoique à direction réformiste, par opposition au PS qu'elle qualifie de parti bourgeois"* ajoutant que la LCR avait *"toujours combattu (...) cette appréciation fausse"*.

La formulation de *Critique Communiste* est inexacte. Nous n'avons jamais opposé PC et PS par leur nature de classe. Nous voulons bien convenir que le PS, par son électorat sinon par son recrutement, par ce qu'il représente pour des millions de travailleurs, est un parti ouvrier. Mais là où *Critique Communiste* n'a pas tort, c'est de considérer que nous ne mettons pas un signe d'égalité entre PC et PS. Car dire que l'un et l'autre sont des *"partis ouvriers"* n'épuise pas le sujet.

Il n'y a certes pas qu'au PCF qu'il y a des militants ouvriers sincèrement dévoués aux intérêts de leur classe. Les organisations social-démocrates comptent aussi dans leurs rangs nombre de militants ouvriers honnêtes, qui sont venus à la social-démocratie parce qu'ils étaient écœurés par le stalinisme.

Mais depuis maintenant plus de soixante ans, dans ce pays, c'est le Parti Communiste qui compte dans ses rangs le plus grand nombre d'ouvriers d'avant-garde, désireux de changer la société, dévoués à leur classe, parce qu'en dépit de toutes ses trahisons, ce parti a toujours su apparaître à leurs yeux comme le plus combatif. Et ni le Parti Socialiste, ni aucune organisation social-démocrate (comme la CFDT par exemple) ne possède cette image aux yeux des travailleurs, ni ce type de recrutement.

Pourtant, tout se passe comme si la LCR cherchait à justifier aux yeux de milieux proches de la social-démocratie, les critiques adressées à la politique du PS, par des critiques équivalentes portées au PC.

C'est que l'objectif que s'est donné la LCR depuis 1968 est en réalité de s'adresser prioritairement aux militants gauchistes qui militent au sein de la CFDT, et qui sont plus proches de la social-démocratie que du PCF. C'est cela qui l'amène à faire l'erreur d'appréciation capitale qui consiste à mettre sur le même pied le PS et le PCF et à valoriser les courants d'opposition sociaux-démocrates au sein du PCF.

Mais le PCF et la CGT représentent bien plus de militants ouvriers, et dans des secteurs bien plus exploités, plus défavorisés, plus déterminants, de la classe ouvrière française, que les militants que la vague de mai 68 a portés vers la social-démocratie, et que le reflux actuel risque d'entraîner loin du mouvement ouvrier. Et par leur politique actuelle, les camarades de la LCR font une erreur de perspective capitale qui pourrait coûter cher au développement du mouvement révolutionnaire dans les années qui viennent.

Pour la première fois depuis bien longtemps, le PCF est traversé par des débats dont les échos parviennent à l'extérieur.

Cela constitue bien sûr une situation que les révolutionnaires doivent suivre de près. Mais valoriser les propos des courants les plus sociaux-démocrates du PCF, c'est se mettre dans la plus mauvaise des situations pour tenter d'influencer les militants ouvriers combatifs de ce parti qui étaient opposés à sa participation au gouvernement, ou réticents, et qui constituent au sein du PCF, pour la première fois depuis bien longtemps, une véritable opposition de gauche, bien qu'informelle. Ces militants qui reprochaient à leur parti de

soutenir la politique de Mitterrand, ne sont pas en train de pleurer après "l'union" perdue. Et il serait lamentable que l'attitude des révolutionnaires par rapport aux problèmes que traverse aujourd'hui le PCF, amène les plus combatifs des militants de ce parti à penser que les "rénovateurs" sociaux-démocrates et les trotskystes mènent le même combat.

Il ne s'agit certes pas de ne plus critiquer Marchais. Mais il s'agit de n'être pas plus tendre avec les opposants du PCF qui se situent sur le terrain de la social-démocratie.

Nous ne désespérons cependant pas de voir nos camarades de la LCR, sous la pression des faits, réviser leur position, comme ils viennent, dans le numéro de *Rouge* en date du 18 janvier, de redresser leur appréciation du tournant décidé par le PCF, opéré par la CGT l'été dernier. Même avec trois mois de retard par rapport à la discussion qui nous a opposés sur ce sujet en octobre-novembre, mieux vaut tard que jamais. Mais le temps nous est tout de même compté. La crise que traverse actuellement le PCF ne deviendra un fait positif que si elle conduit, à un moment ou à un autre, des milliers de militants de ce parti à renouer avec les idées et le programme révolutionnaires. Et dans ce processus, les trotskystes ont un rôle capital à jouer, s'ils savent adopter, à temps, une attitude juste.

François DUBURG

Rassembler une force anti-capitaliste

(Ligue Communiste Révolutionnaire)

Les camarades de Lutte Ouvrière ne partagent pas notre appréciation selon laquelle il est nécessaire, aujourd'hui, de travailler à regrouper les militants et travailleurs qui veulent s'opposer à la politique gouvernementale et à la droite. *"A ce niveau,* disent-ils, *nous avons, vous et nous, une divergence d'appréciation, et de la période, et des rapports actuels entre le mouvement ouvrier organisé et la classe ouvrière"* (1).

Ce désaccord n'est pas sans conséquences immédiates. Il empêche que nous pesions, militants de LO et de la LCR, dans le même sens, qu'additionnant nos efforts nous multiplions leurs effets. C'est pourquoi nous devons en débattre.

Il convient d'abord d'écarter une interprétation qui relève du malentendu. Les camarades de LO écrivent en effet : *"Nous ne pensons pas que ce qui manque au mouvement ouvrier, c'est-à-dire aux militants syndicalistes, à ceux du Parti communiste ou du Parti socialiste, ce soit une "alternative" sous la forme d'idées, de plans, de mots d'ordre, etc. Ceux qui recherchent quelque chose recherchent une force à laquelle se rallier, et non pas des idées."* Nous sommes bien d'accord : ce à quoi il faut s'atteler, ce n'est pas la construction d'une "alternative d'idées", mais bien d'une "force", capable d'agir.

Le débat ne porte donc pas sur l'objectif, mais sur la possibilité de viser un tel objectif et les moyens à mettre en œuvre en ce sens.

COMMENT AVANCER

Les camarades de LO expliquent : *"il faudrait que nos organisations remportent, au nom de ces idées, des succès concrets dans des secteurs déterminants de la classe ouvrière pour que nous ayons la moindre chance de regrouper même une petite fraction de l'avant-garde autour de nous".* Et aussi : *"Nous n'influencerons pas une partie déterminante de militants ouvriers tant que des grèves telles que celles de Talbot, ou de Renault Sandouville, Douai ou Le Mans n'auront pas été réellement dirigées par des militants de chez nous (LCR ou LO), en opposition ouverte, et visible, avec la politique des appareils."*

On ne peut que partager un tel pronostic. Il est vrai que le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin s'affirmera à travers les capacités des militants révolutionnaires à diriger effectivement les luttes et grèves de la classe ouvrière. Il est non moins vrai que nous sommes loin d'une telle situation. Mais toute la question est de savoir ce qu'il faut faire pour modifier cette même situation.

Nous serons bien d'accord pour dire en commun qu'il faut le travail patient et acharné des organisations et des militants, en défense des intérêts des travailleurs, pour gagner la confiance de ces derniers, consolider des positions, et s'efforcer de faire ses preuves dans la conduite des luttes.

Mais les avancées vers le Parti révolutionnaire s'appuieront aussi sur des interventions visant à convaincre les travailleurs de la validité de l'orientation révolutionnaire, de l'utilité concrète des organisations porteuses de celle-ci et de la nécessité de les rejoindre.

Les camarades de LO ne nous démentiront pas sur ce point, eux qui, comme nous, ont été conduits ces dernières années à consacrer beaucoup d'énergie à l'affirmation de leur organisation lors des élections. Afin de faire entendre la voix des révolutionnaires à l'occasion de ces échéances, même si celles-ci sont loin de constituer le terrain d'intervention privilégié de ces derniers.

Il est donc possible de sérier la discussion et les désaccords concernant l'initiative politique que nous proposons sous les termes *"affirmer une alternative anticapitaliste"*.

DEUX MAUVAISES RAISONS D'UN VRAI DÉSACCORD

Le désaccord de base porte bien sur l'appréciation de la situation de ce point de vue. *"C'est donc peu dire,* écrivent les camarades, *que nous ne voyons nulle part un courant "parmi les militants ouvriers, les syndicalistes, les travailleurs", qui ne demanderait qu'à être "aidé" pour "s'exprimer et agir", pour lesquels il ne s'agit que de "stimuler la recherche d'une politique de rechange", et au "service desquels" il nous suffirait de mettre nos forces. Nous croyons que vous vous trompez si vous croyez que ce courant existe ou si vous croyez que les courants qui existent représentent cela."*

Le mouvement ouvrier francais connaît une expérience décisive : les partis de gauche pratiquant au gouvernement, avec le soutien des directions syndicales, une politique ouverte de collaboration de classes. Peut-on sérieusement penser que, sur les militants et les travailleurs, une telle expérience reste sans effets ? Nous savons bien que beaucoup de travailleurs, loin de céder au seul écœurement, réfléchissent, que des discussions politiques importantes ont lieu, en des termes qui n'auraient pas été possibles hier. Nous savons bien aussi que les organisations ouvrières, syndicales en particulier, sont profondément secouées et que, là aussi, les interrogations fleurissent. Cela ne se produit pas sous les formes que nous attendions, ni par une poussée en direction de nos organisations ? Sans doute ! Mais attention à ne pas passer, pour autant, à côté d'un mouvement qui, malgré sa diversité, ses hésitations et ses confusions, traduit la recherche plus ou moins consciente d'une issue par rapport au piège de la collaboration de classes.

Ecartons le terme de "courant", qui peut prêter à de fausses compréhensions. Mais peut-on nier que ces travailleurs déçus, inquiets, sont, pour une part d'entre eux, potentiellement disponibles pour une "autre politique" ? Peut-on nier qu'ils existent bien ?

Les camarades de LO disent que chercher à rassembler ces travailleurs, *"c'est tentant mais illusoire"*. Illusoire à un double point de vue.

D'abord parce que, même en cas de réussite, nous ne pourrions rassembler que *"quelques centaines"* de militants tout au plus. Outre qu'il est bien audacieux de prétendre chiffrer en ce domaine, disons que ne serait-ce que "quelques milliers", voire "quelques centaines", de militants de cette espèce, dans la situation, ce n'est pas une réalité qu'on peut traiter par le mépris.

Les camarades avancent une seconde raison, qui a d'autres implications, selon laquelle nous ne pourrions *"gagner entièrement"* ces militants, qu'il faudra donc *"composer avec ce qu'ils sont"*. Si nous parlons de "démarche unitaire" c'est bien que nous pensons en effet qu'il y a, malgré les divergences, possibilité d'agir en commun avec ces militants et groupes. Que vis-à-vis d'eux, le problème ne se réduit pas aux efforts que nous devons faire pour les convaincre de construire avec nous le parti révolutionnaire.

Est-ce négligeable de rassembler, dans la situation actuelle, des travailleurs qui, même s'ils ne sont pas prêts actuellement à construire le parti révolutionnaire, sont décidés à se battre dans l'unité contre la politique gouvernementale d'austérité, contre le racisme et le fascisme, contre l'impérialisme, qui se prononcent contre la droite et la collaboration de classes ? Nous ne le pensons pas ! Et nous considérons que la concrétisation d'une telle force unitaire, même limitée dans ses positions et son ampleur, constituerait un pas en avant important et positif dans la situation. Nous sommes convaincus que cela redonnerait confiance à beaucoup de travailleurs qui, même s'ils ne sont pas prêts à nous rejoindre, sont disponibles pour agir dans un cadre unitaire.

Cela dit, nous ne prétendons pas que la réussite de la démarche que nous préconisons est assurée. Loin de là ! Mais, à partir du moment où l'on pense que ces travailleurs et militants dont nous parlons existent, il est nécessaire d'avancer les propositions susceptibles de répondre à leur attente. Et c'est notre devoir en tant que révolutionnaires. Parce que notre rôle n'est pas "d'attendre" que des "courants" sur des bases lutte de classes s'affirment, il est aussi de favoriser, dans la mesure du possible, l'apparition de ceux-ci.

Nul doute que si les camarades de LO partageaient avec nous cette préoccupation, ces efforts seraient plus significatifs.

Francis SITEL (LCR)

(1) In *Critique Communiste* nº 37 : réponse de la direction de Lutte Ouvrière au BP de la LCR.

L'odyssée tragique des Allemands antinazis exilés en France

Rodolphe PRAGER

Que les émigrés antinazis allemands, fuyant la terreur hitlérienne après 1933 aient été soumis aux pires traitements, aux humiliations, aux poursuites multiples, à la détention dans des conditions atroces dès leur arrivée dans les Etas démocratiques — et notamment en France — voilà une sinistre vérité que les historiens de la Deuxième guerre mondiale occultent généralement.

Le texte que nous publions ici a été rédigé par notre camarade Rodolphe Prager comme introduction à un recueil de dessins du militant trotskyste Franz Meyer, dessins qui témoignent du tragique destin de ces exilés. Ce recueil bilingue — en allemand et en français — sera bientôt disponible à la librairie La Brèche sous le titre *Fuir le nazisme, images d'exil (Flucht aus Deutschland. Bilder aus dem Exil).* Mais les éditeurs allemands — Internationale sozialistische publikationen — n'ont pu reproduire qu'une partie de l'introduction de Rodolphe Prager, celle qui retrace la biographie de Franz Meyer. Nos lecteurs en disposeront ici dans son intégralité.

L'intérêt de ce texte n'est pas seulement historique. Au moment où ressurgissent avec force les thèmes racistes et xénophobes, où la répression des Etats « démocratiques » s'appesantit sur les travailleurs immigrés, le recueil des dessins de Franz Meyer et l'introduction de Rodolphe Prager constituent une terrible accusation contre la société capitaliste et les dangers qu'elle secrète plus que jamais pour l'humanité.

CE récit autobiographique est celui d'un membre dirigeant des Internationalen Kommunisten Deutschlands (IKD), section allemande de la IV[e] Internationale, des années trente. Nous avons découvert ce recueil de dessins remarquables l'an dernier, avec quarante ans de retard, quand il nous est parvenu des Etats-Unis. La famille de Franz Meyer et ses amis, qui avaient tenté en vain de le faire éditer, ont eu l'heureuse idée de nous le faire connaître. La qualité des dessins et la relation émouvante du destin des émigrés antifascistes allemands avant et, plus particulièrement, pendant la guerre, justifiaient la publication de ce travail. Nous le dédions aux trotskystes allemands victimes de la barbarie nazie et à ceux qui furent tués par les sbires de Staline. Il faut que l'on sache que les combattants antifascistes, condamnés à fuir l'hitlérisme, ne furent pas accueillis sans restriction, à bras ouverts, par les gouvernements des pays « démocratiques ».

Au fil des ans, les dispositions assez libérales de 1933 pour la réception des réfugiés en France, où séjournèrent la plupart d'entre eux, devinrent plus restrictives. Ils étaient prévenus d'emblée qu'ils devaient « s'abstenir de toute activité politique », ce qui faisait planer une menace sur les militants décidés à poursuivre et à intensifier leur lutte. Les campagnes de haine de l'extrême droite se firent jour, sans tarder. Un conseiller municipal réactionnaire de Paris s'inquiétait : *« Les exilés ne vont-ils pas constituer chez nous, tout comme le foyer antifasciste honni par Mussolini, un foyer antinaziste, et susciter chez Hitler, contre la France,*

une haine plus grande encore s'il est possible ? » *Le Figaro* renchérissait à propos des « *Allemands, israélites ou non, qui ont fondé un journal de combat pour insulter, pour menacer leurs adversaires* (...) *à l'abri du drapeau français* ». Mieux encore, l'exorde d'un rédacteur de *l'Ami du peuple*, dans un style provocateur très actuel : « *Le peuple ne supportera plus longtemps d'être chassé de son propre pays par les clochards internationaux couverts de vermine. La France n'est pas la poubelle de l'Europe. Eh oui ! nous le savons bien, il y a des hommes probes et loyaux parmi les exilés qui viennent frapper à notre porte. Que notre pays soit donc à ceux-là !* (...) *Mais les autres, les fourriers de la révolution mondiale, les heimatlos* [apatrides] *de la pègre, les enfants de troupe de la haine, attend-on que le peuple se fâche pour les fourrer au lazaret de l'humanité ?* »

Il ne convient certes pas de surestimer l'influence de ces courants, assez minoritaires, et de négliger les nombreuses interventions des syndicats et des partis de gauche en faveur du droit d'asile et du droit au travail des réfugiés. Mais, sous le couvert de la crise économique et de l'extension du chômage, le gouvernement aggravait sensiblement la rigueur des mesures à l'encontre des étrangers et, dépouillées de leurs excentricités xénophobes, les attaques de l'extrême droite reflétaient dans une certaine mesure les soucis de la bourgeoisie face à une émigration très politisée et fortement marquée à gauche.

Dans leur existence quotidienne, les réfugiés se heurtaient à des services de police extrêmement hostiles qui multipliaient à plaisir le mépris, les vexations et l'arbitraire. Le docteur Olievenstein dresse ce tableau très véridique : « *Il fallait sans cesse assiéger les employés à la préfecture de police pour que notre permis de séjour soit prolongé de quinze jours, d'un mois ; tâcher, pour approcher les guichets, de soudoyer les intermédiaires parlant un peu mieux le français. Nous passions des journées entières en queues interminables où on essuyait les rebuffades et les propos quasi hitlériens des fonctionnaires, il est vrai complètement dépassés, et qui se laissaient aller à traiter les vieillards comme des chiens* (1). »

La situation empira gravement à partir de mai 1938, avec les nouveaux décrets du gouvernement Daladier. Les réfugiés politiques fuyant le nazisme, qui avaient pénétré en France irrégulièrement, étaient passibles d'un emprisonnement d'un mois à un an. Pour déceler les étrangers clandestins ou qui ne sont pas en règle, obligation est faite à tout logeur professionnel ou bénévole de déclarer qu'il héberge un étranger. Des mesures d'assignation à résidence sont appliquées fin 1938. Toutes ces mesures s'insèrent, désormais, dans un contexte de tension internationale.

Il n'est pas surprenant que l'on s'attache, à présent, à jeter un voile pudique sur ces faits. Il n'y a pas lieu de se vanter, après coup, du sort réservé aux exilés antifascistes et de leur internement pendant la guerre dans des conditions abjectes. Ni de les avoir livrés à la Gestapo et facilité leur acheminement vers les camps de la mort nazis. Aussi ne doit-on pas s'étonner qu'en dehors des livres d'Arthur Koestler, *la Lie de la terre*, et d'Anna Seghers, *Transit*, tous deux épuisés, on ait négligé de publier en langue française les nombreux écrits d'écrivains allemands relatant leur expérience. Les ouvrages sur la Deuxième Guerre mondiale ne se comptent plus, mais les historiens négligent de traiter ce sujet, apparemment, à l'exception de l'équipe travaillant sous l'égide de Gilbert Badia, à l'université Paris VII. Il a fallu la parution, en 1979, de l'ouvrage de ces chercheurs, *les Barbelés de l'exil* (2), et, parallèlement, du livre *Vivre à Gurs*, de Hanna Schramm et Barbara Vormeier (3), pour que le public français découvre avec horreur qu'il y a eu des camps de concentration français.

Ceux-ci ne relevaient pas, sans doute, du principe d'extermination des camps hitlériens, mais c'était là des camps inhumains où régnaient la violence, la faim, le froid, la maladie, et où les moins résistants mouraient. S'y ajoutait la souffrance morale de gens qui avaient cru pouvoir se fier aux Etats « démocratiques » et qui éprouvaient le sentiment d'une immense trahison, exprimée, en particulier, par l'écrivain Gustav Regler, interné au camp de Vernet : « *J'avais honte pour la France qui m'avait incarcéré dans un camp de concentration avec les combattants les plus purs, mêlés aux épaves politiques et aux criminels* (...) *N'étais-je pas parti pour Paris comme on va retrouver une grande amie ?* (...) *Mon émigration était devenue un exil double : j'étais exilé d'Allemagne et exilé de France* (4). »

L'exil

Franz Meyer était connu de ses camarades trotskystes dans l'émigra-

1. Claude Olievenstein, « Il n'y a pas de drogués heureux », Laffont, Paris, 1977.

2. Presses universitaires de Grenoble, 1979.

3. François Maspero, Paris, 1979.

4. Gustav Regler, « Briefe an meinen Sohn », Deutsche Blätter, Heft 26, jahrrgang 1945.

5. PSR, Parti socialiste révolutionnaire (IV^e^ Internationale). RSAP, Révolutionaire socialistische arbeiters partij. NAS, National arbeids secretriaat, centrale anarcho-syndicaliste. Henk Sneevliet (1883-1942), fusillé par les nazis.

6. KPD, Kommunistische partei Deutschlands.

7. Josef Weber, dit Johre, né à Gelsenkirchen le 11 avril 1901, mort à Cologne le 16 juillet 1959.

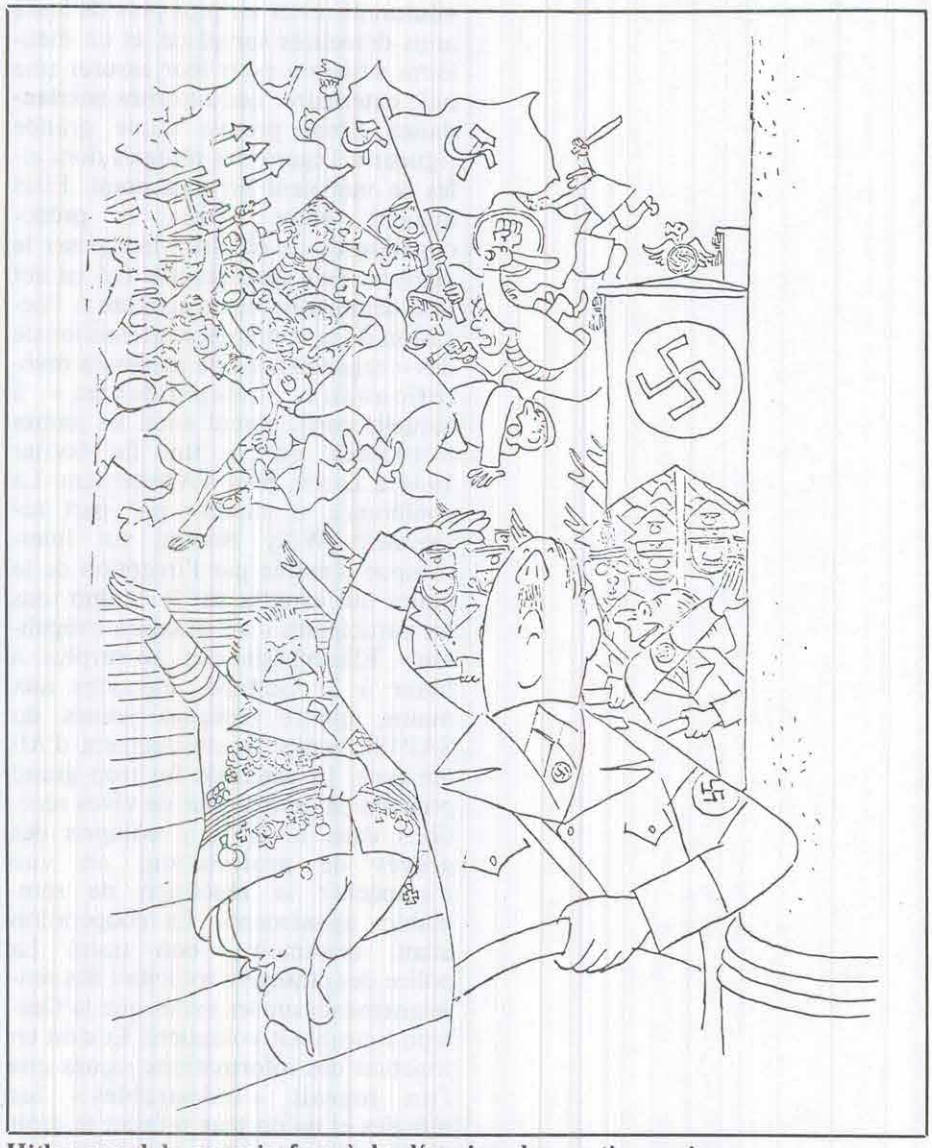
tion sous le nom de Holz. C'est de ce nom ou de l'initiale H qu'il signait les caricatures politiques que publièrent *la Lutte ouvrière*, du PSR belge, *De Nieuwe Fakkel*, de *Rode October*, et *De Arbeid*, organes du RSAP et du NAS néerlandais, animés par le vétéran communiste Henk Sneevliet (5). Il acquit ainsi une certaine notoriété dans les milieux révolutionnaires de ces pays et s'attira aussi, par la suite, comme nous le verrons, les foudres de la justice belge qui ne lui pardonna pas ses dessins « séditieux ».

Né à Gelsenkirchen, au cœur de la Ruhr, le 2 mai 1906, il fit sa scolarité dans cette ville et apprit le dessin industriel, puis compléta sa formation dans un bureau d'ingénieur. Il entreprit son « tour d'Allemagne » de compagnon en 1924, et le prolongea l'année suivante en Autriche et dans les pays balkaniques. A son retour, il étudia à la Folkswangschule à Essen. Une véritable passion pour l'aquarelle aussi bien que pour le bois et le lino gravés l'habitait. Son talent, sa technique devinrent une arme politique. C'est par la satire politique qu'il exprima son engagement, tournant en dérision et clouant au pilori l'adversaire de classe, ne ménageant pas les turpitudes des chefs réformistes ou staliniens et exaltant le combat révolutionnaire de Trotsky et de la IV[e] Internationale.

Attiré d'abord par le mouvement de la jeunesse, il avait adhéré ensuite au KPD (6). On trouva alors ses caricatures dans *Ruhrecho*, organe du parti. La politique stalinienne aberrante de la fin des années vingt, qui voulut voir dans la social-démocratie, qualifiée de social-fasciste, l'ennemi principal, rencontra le refus de Franz Meyer qui trouvait insupportable que le parti refuse le front unique en présence du déferlement des hordes nazies. La rupture avec le parti devint inévitable, et Franz Meyer milita dorénavant dans l'Opposition de gauche, bolchevique-léniniste, qui disposait à Gelsenkirchen d'une section locale très active, animée par le musicien Josef Weber, plus connu sous le nom de Johre (7), qui devint dans l'émigration le dirigeant le plus influent de l'IKD. Les militants les plus connus de Gelsenkirchen, dont Weber, durent s'expatrier dès l'arrivée au pouvoir, dans les formes légales, de Hitler. Le mouvement ouvrier le plus puissant et le mieux organisé d'Europe ne réagit pas et fut vaincu sans avoir mené de combat.

Weber et ses amis s'établirent à Amsterdam. La liaison avec la section de Gelsenkirchen, poursuivant son activité dans la clandestinité, fut maintenue grâce, en particulier, à des étudiants de la ville inscrits dans les universités néerlandaises. Tracts et documents circulèrent et *Unser Wort*, l'organe de l'IKD paraissant à l'étranger, fut diffusé en Allemagne. L'action clandestine trotskyste se poursuivit pendant plusieurs années. C'est au début de 1936 que la Gestapo, entreprenant de nombreuses arrestations, parvint à briser le groupe de Gelsenkirchen, en même temps, hélas, que des sections locales d'autres villes. Sept militants de Gelsenkirchen comparurent les 20-21 juillet 1936 devant le tribunal de Hamm, avec dix-huit de leurs camarades originaires de Neuss, d'Essen et de Cologne, sous l'inculpation d'actes de haute trahison. Des condamnations allant jusqu'à huit ans de réclusion furent prononcées. Les responsables les plus marquants du groupe — Paul Mass, Karl Mänz et Albertine Kiy — furent jugés séparément, le 5 octobre 1936, par la cour de justice populaire de Berlin, et condamnés à des peines de cinq et huit ans de réclusion. D'autres procès intentés aux trotskystes se déroulèrent, notamment, à Berlin, à Hambourg, à Kassel, à Magdebourg et à Dantzig. Le nombre des membres de l'organisation emprisonnés ou détenus dans les camps de concentration était évalué à cent cinquante par la direction à l'étranger de l'IKD. On ne sait pas combien furent assassinés par les nazis, à l'instar de Hans Berger, jeune trotskyste des plus doués et des plus actifs de Berlin, et de son camarade Alfred Bakalejnyk, disparus sans laisser de traces au cours d'un transfert de prison. Certains furent incorporés dans les bataillons disciplinaires de la Wehrmacht, particulièrement exposés sur le front.

Franz Meyer milita dans la clandestinité pendant un an avant de prendre le chemin de l'exil en 1934, avec plusieurs de ses camarades. En se rendant aux Pays-Bas, ils



Hitler prend le pouvoir face à la désunion des partis ouvriers.

voulurent rester au plus près de leurs amis demeurés sur place, et en meilleure situation pour leur assurer une aide extérieure. Les autorités néerlandaises firent preuve d'une grande rigueur à l'égard des réfugiés dont elles se méfiaient en tout point. Elles avaient, entre autres, la préoccupation de ne pas trop indisposer le pesant voisin germanique. On en eut une démonstration saisissante à l'occasion de la conférence internationale des « organisations de jeunesses révolutionnaires indépendantes » à laquelle participèrent aussi les jeunes trotskystes, qui se tint fin février 1934 à Laren, près d'Amsterdam. La conférence, à laquelle prit part activement Willy Brandt, fut interrompue d'entrée par l'irruption de la police qui expulsa sur le champ tous les participants « en situation irrégulière ». Elle n'hésita pas, au surplus, à livrer à la Gestapo, menottes aux mains, quatre délégués jeunes du SAP (8), venus clandestinement d'Allemagne. Le scandale fut trop grand pour ne pas provoquer de vives réactions dans le pays, y compris des grèves de protestation, en vue d'empêcher la répétition de semblables agissements. La coopération allait, néanmoins, bon train. La police des étrangers sollicitait des renseignements sur les exilés que la Gestapo fournissait volontiers. Et c'est en fonction des informations reçues que l'on jugeait « indésirables » les réfugiés et qu'on leur refusait le droit d'asile. C'est ce qui se produisit pour Franz Meyer qui, au terme d'un séjour de six mois, fut refoulé vers la frontière belge.

Il ne réussit pas davantage à trouver un statut légal en Belgique, ayant franchi, par la force des choses, la frontière irrégulièrement, sans être muni d'un visa belge et sans posséder, probablement, un passeport allemand en règle. De nombreux émigrés vécurent ainsi dans l'illégalité, à la merci d'une rafle. Comment des militants qui avaient la Gestapo à leurs trousses pouvaient-ils se présenter aux autorités nazies pour en obtenir un passeport ? Ils n'avaient d'autre choix que le franchissement illégal de la frontière. Les choses se compliquèrent encore quand les réfugiés, déchus de la nationalité allemande, devinrent des apatrides. Franz Meyer s'établit à Anvers où il animait, avec son ami Fritz Besser, dit Brink, le groupe local du IKD, d'environ sept membres. Brink avait séjourné, lui aussi, à Amsterdam, et en avait été expulsé pour avoir participé comme délégué trotskyste à la conférence de Laren.

La principale responsabilité qu'eut à assumer Franz Meyer, en collaboration avec Fritz Besser, fut l'édition à Anvers, à partir de décembre 1936, de *Unser Wort*, qui avait paru d'abord, en 1933, à Prague, puis été transféré rapidement à Paris. Sa parution à Anvers coûtait moins cher et avait surtout l'avantage de soulager l'équipe parisienne, surchargée de tâches, devant animer une organisation dispersée dans de nombreux pays. *Unser Wort* parut à Anvers en juillet 1939, sous la direction politique du centre parisien et, de fait, de Weber-Johre qui envoyait à son vieil ami Franz les manuscrits et les directives quant à la mise en page. Chaque numéro représentait une sorte de prouesse, avec des apports arrivant de divers pays. Il en parut pendant la guerre, en 1940-1941, quelques numéros à New-York.

Meyer et ses amis créerent aussi à Anvers, avec l'aide de Henri Mandel — père d'Ernest Mandel (9) — le Dynamo-Verlag qui publia en langue allemande plusieurs brochures de Trotsky et son œuvre magistrale, *la Révolution trahie*, qui n'avait pas trouvé d'acquéreur chez un éditeur bourgeois. La maison des Mandel offrit un accueil chaleureux et un soutien moral apprécié aux militants allemands démunis, et le jeune Ernest fit ses premières armes politiques au contact de ces camarades d'un haut niveau théorique.

Franz Meyer et ses camarades assistaient aussi aux réunions de la section d'Anvers du PSR composée surtout d'éléments ouvriers, dont Jef Ven der Elst, délégué syndical de la construction navale, remarquable dirigeant ouvrier, jouissant d'une grande autorité, et Léon De Lee, ouvrier diamantaire, qui remplit les fonctions de gérant de *Unser Wort* et du Dynamo-Verlag, mort en déportation à Neuengamme. Relevons qu'un autre gérant du journal, Jean Meichler, trotskyste français de la première heure, fut fusillé à Paris par les nazis.

Le camp du Vernet

Les réfugiés allemands pressentaient mieux que quiconque la proximité de la guerre et, étant à même de faire quelques comparaisons entre les armées en présence, ne nourrissaient pas une confiance démesurée dans les capacités de résistance des militaires français. Les aléas du conflit risquaient de les mettre à la merci de la Gestapo. L'action politique de l'IKD était gravement

8. SAPD, Socialistiche arbeiterparti Deutschland, formation « centriste » dissidente de la social-démocratie.

9. Ernest Mandel, né le 5 avril 1923 à Francfort, économiste réputé et dirigeant de la IV^e^ Internationale.

10. Affidavit : attestation d'un citoyen américain certifiant qu'il s'engage à recevoir un émigré.

11. « Neuer Vorwärts » du 25 septembre 1938.

12. « Deutsche volks-zeitung » du 30 octobre 1938.

13. « Neue Front » d'octobre 1938 : « Hitler. Frieden über Europa ».

14. « Neuer Vorwärts » du 2 septembre 1939.

15. « Vivre à Gurs. »

16. Gilbert Badia, « les Barbelés de l'exil », Presses universitaires de Grenoble, 1979, p. 246-247.

hypothéquée. Une nouvelle émigration, outre-Atlantique, était à l'ordre du jour. La conférence de fondation de la IV[e] Internationale, à Paris, en septembre 1938, permit une concertation avec les dirigeants américains du SWP. Le problème fut aussi évoqué dans la correspondance avec Trotsky qui favorisa la venue au Mexique de deux dirigeants allemands, Otto Schüssler et Wenzel Kozlecki, pour étoffer son secrétariat. Mais les consulats des Etats-Unis s'ingénièrent à accumuler les obstacles. Même pourvus des meilleurs *affidavits* (10), il fallait encore administrer la preuve que l'on disposait des ressources nécessaires pour vivre aux Etats-Unis. On imagina un stratagème pour y parer. Mais, finalement, toutes les tentatives des principaux dirigeants de l'IKD, Weber-Johre et Heinz Epe, dit Walter Held, et de leurs camarades, entreprises à la veille de la guerre, échouèrent, en dépit des efforts de deux amis, Benjamin Suhl, dit Ludwig, et Arthur Miller, qui avaient pu rallier les Etats-Unis par leurs propres moyens.

Plus aucun espoir de voir la guerre retardée ne subsista après l'accord conclu à Munich, le 30 septembre 1938, entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier. De nouvelles concessions furent accordées généreusement à Hitler, lui cédant les Sudètes et sacrifiant ainsi virtuellement la Tchécoslovaquie. Loin d'apaiser le bellicisme hitlérien, on ne fit que l'encourager. Toute illusion était dissipée dans l'émigration allemande, pour une fois à l'unisson. Ce fut l'amertume ! Jusqu'aux sociaux-démocrates qui s'élevèrent contre « la trahison de la démocratie ». Sous le titre *« Hitler diktiert »*, ils constatèrent : *« Nous vivons les heures les plus noires de la démocratie européenne. La France et l'Angleterre n'auront guère la possibilité de reprocher à Hitler de ne pas respecter les accords signés. Elles se sont transformées elles-mêmes en soutien des coups de force de Hitler contre la Tchécoslovaquie* (11). » De son côté, le KPD affirma : *« La bourgeoisie française a capitulé devant Hitler par crainte de donner des armes au peuple et, aussi, par peur de l'Union soviétique* (12). » Le SAP voyait dans les accords une sorte d'armistice entre les puissances impérialistes pour mieux organiser la guerre contre l'Union soviétique. *« Une telle entente est possible parce que les Etats démocratiques ne sont pas d'une nature fondamentalement différente des Etats fascistes : ce ne sont que deux formes différentes d'un même pouvoir, le pouvoir capitaliste* (13). » Et le SAP d'ajouter avec une certaine clairvoyance : *« Ne peut-on penser que pour contrecarrer les plans de Chamberlain, l'Union soviétique va essayer de se rapprocher de l'Allemagne hitlérienne ? On peut prévoir ce que cela signifierait alors pour l'Internationale communiste... »* Trotsky, de son côté, scrutant la politique étrangère du Kremlin, avait déjà laissé prévoir avec insistance le rapprochement Hitler-Staline.

La conclusion du pacte germano-soviétique, auquel on ne voulait croire en dépit des avertissements étouffés, éclata comme un coup de tonnerre, semant le désespoir et le désarroi dans l'émigration. Une vague de haine se déclencha contre le KPD, orchestrée par la social-démocratie. Sous le titre *« La honte du KPD. Ils font le front unique... mais avec Hitler »*, l'organe du SPD adopte un style vengeur : *« Nettoyer le mouvement ouvrier allemand et l'émigration politique allemande de cette racaille sans conscience, voilà la condition préalable à la victoire de la liberté* (...) *Le KPD a démontré dans l'émigration qu'il ne connaît ni morale ni vérité ni amour de la liberté* (...) *D'ailleurs, nous verrons bien quelle attitude adopteront les plumitifs qui montent la garde auprès de ce parti. Nous les aurons à l'œil et nous dénoncerons impitoyablement devant l'ensemble de l'opposition antifasciste allemande tout ce qu'ils entreprendront pour justifier cette trahison inouïe* (14).» La haine anticommuniste s'étala dans toute la presse démocratique, appelant à l'interdiction du KPD, et les campagnons de route du parti s'empressèrent de prendre leurs distances. Isolé comme jamais il le fut, le KPD connut des défections, mais demeura d'une fidélité à toute épreuve à la ligne dictée par Moscou. Les Ulbricht, Florin et Pieck, présents en URSS, feront preuve d'un zèle extrême, au point de se heurter aux PC autrichien et tchécoslovaque, peu enclins, en particulier, à se fondre dans un parti communiste du grand Reich. *« Le peuple allemand salue le pacte* (...) *parce que c'est un pacte pour le maintien de la paix entre l'Allemagne et l'Union soviétique »*, déclara en août le secrétariat du KPD à Paris, avant de concentrer ses attaques les mois suivants contre les impérialistes anglais et français.

Par une aberration de l'esprit, significative du désarroi qui s'était emparé des PC pris au dépourvu par le pacte, et incapables d'évaluer toute sa portée, la direction du KPD séjournant en France, animée par Franz Dalhem, Paul Merker, etc., décida, en accord avec le PCF, qu'elle devait sortir de l'illégalité et se présenter aux autorités françaises qui venaient de décider l'internement des ressortissants allemands, autrichiens et tchécoslovaques. Cette décision fut très critiquée par les membres du parti, et Dalhem s'aperçut bien vite, mais un peu tard, que ç'avait été là « une faute politique »... qui le conduisit à Mauthausen.

Les arrestations se multiplièrent dans la dernière semaine d'août 1939, avant le début des hostilités. On pourchassait, officiellement, les « suspects », les agents de la « cinquième colonne », autrement dit les nazis infiltrés. En réalité, ce furent les exilés politiques les plus engagés qui étaient visés. Tirés souvent du lit la nuit, ils passèrent des jours à la préfecture de police de Paris, sans interrogatoire, ni inculpation, et dormirent entassés dans les caves à charbon. La guerre survenant, les émigrés antifascistes devinrent, du jour au lendemain, des « ressortissants ennemis » et furent traités sur un pied d'égalité avec les nazis. Ils devaient tous se présenter immédiatement aux autorités, les hommes de dix-sept à cinquante ans devant rejoindre sans délai les centres de rassemblement fixés par affiches (15). A Paris, le stade de Colombes servit de camp de triage, dans des conditions d'hygiène lamentables. Les 20 000 personnes rassemblées là, privées de tout contact avec l'extérieur, y passèrent plusieurs semaines avant d'être acheminées vers des camps d'internement. Dans un coin du stade entouré de grillage furent isolés quarante à cinquante réfugiés considérés comme particulièrement suspects. Parmi eux les membres du comité central du KPD, avec Franz Dalhem (16). Transférés ensuite au « camp des indésirables » du stade Roland-Garros à Paris, où ils furent traités en véritables prisonniers, vivant dans une puanteur et une saleté repoussantes, le premier contingent de « suspects » fut embarqué, le 12 octobre, dans des wagons à bestiaux à destination du « camp de concentration » (dénomination officielle) du Vernet d'Ariège, dans les Pyrénées.

Les circulaires ministérielles stipulent qu'il s'agit d'un « camp répressif », à la différence des autres camps, prévu pour *« les étrangers suspects au point de vue national ou dangereux pour l'ordre public »*. Un camp similaire pour les femmes se

trouve à Rieucros, près de Mende (Lozère). Les préfets étaient invités à diriger sur le camp du Vernet *« les étrangers suspects ou dangereux »* de leur département, ce qui ouvrait un vaste champ à l'arbitraire, au point que le ministre de l'Intérieur dut prier les préfets de ne pas faire un emploi abusif du motif « dangereux pour l'ordre public » pour se débarrasser d'éléments qu'ils jugeaient gênants. Répressif, le Vernet le fut dans toute l'acception du terme. Des hommes y restèrent des années et y furent traités comme « la lie de la terre », selon l'expression d'Arthur Koestler soulignant, par ailleurs, *« que l'interminable série des humiliations nous minaient lentement l'esprit »*. Les coups furent le lot quotidien. Ils pleuvaient dans la prison : *« Pendant la nuit, les gardiens s'enivraient et, comme il n'y avait pas d'autre distraction, ils battaient les prisonniers. »* (Koestler.) Dès leur arrivée, les internés ont le crâne tondu, comme des bagnards. Il règne une discipline militaire. On procède à quatre appels par jour : les internés sont alignés dehors, par n'importe quel temps, et les appels durent longtemps. Les visites sont interdites. Les détenus des quartiers B (politiques) et C (suspects) sont en principe dispensés du travail. En revanche, ceux du quartier A, réservé aux condamnés de droit commun, sont astreints à des travaux de terrassement extrêmement durs. En outre, cette répartition est des plus arbitraires ; il y a des politiques et des gens internés sans motif, au hasard des dénonciations, dans les trois quartiers.

A cela s'ajoutent les maux endémiques du camp : la faim, le froid et l'état sanitaire catastrophique. La nourriture est mauvaise et insuffisante. La plupart des internés sont tenaillés par la faim jour et nuit. Ils survivent grâce aux colis qu'ils reçoivent. Ils n'ont ni gamelle ni couverts et se servent de vieilles boîtes de conserve trouvées dans les ordures et de bouts de bois retaillés en guise de cuillères. Les internés fortunés peuvent se fournir à la cantine à des prix prohibitifs, les plus pauvres sont réduits à se nourrir de détritus ou à manger des rats.

Les baraques sont dans un état de saleté repoussant : mouches, puces, poux pullulent. Les détenus sont couverts de vermine. Malades, ils hésitent à se rendre à la visite médicale, car le médecin fascisant, affilié aux Croix de Feu, peut facilement leur infliger quinze jours de prison pour « visite non motivée ». Il est interdit aux médecins internés de prodiguer des soins à leurs compagnons, sous peine de se retrouver en prison pour « distribution aux internés de drogues interdites », comme cela s'est produit.

Enfin, pendant l'hiver 1939-1940, la majorité des détenus n'ont aucune couverture et dorment tout habillés en grelottant. Il y a de nombreuses grippes et des diarrhées. Le manque de soins, le froid, la sous-alimentation entraînent des décès au cours de l'hiver : cinq en une semaine dans le quartier B. Il y a aussi des cas de folie. Ce ne fut pas un camp de la mort, mais on y fit néanmoins mourir des gens. Koestler est bien fondé à affirmer que le Vernet fut *« le comble de l'infamie »*.

La cohabitation entre les diverses familles politiques ne pouvait qu'être tendue dans le contexte du pacte Hitler-Staline. De l'avis de Koestler, *« la haine sectaire entre staliniste, trotskystes et réformistes existait encore. Il y avait encore de petites conspirations et des dénonciations »*. Bien encadrés, les détenus communistes, les plus nombreux, furent le mieux organisés. Des trotskystes de plusieurs nationalités — Polonais, Allemands, Italiens, Roumains, Belges, etc. — s'entraidèrent de leur mieux, mais ne se connurent pas nécessairement. Ils étaient les plus exposés face au collectif communiste qui avait programmé, dans ses cours politiques, l'étude du trotskysme. On imagine ce que pouvait être ce cours après les procès de Moscou et la terreur stalinienne qui avait régné en Espagne : une justification plus ou moins déguisée de la liquidation physique. Certes, l'invective suprême, « agent de la Gestapo », devenait d'un maniement délicat en plein flirt germano-soviétique. Qu'à cela ne tienne, les trotskystes devenaient des agents de l'Intelligence Service jusqu'au prochain renversement d'alliance. Le monde n'apprit que plus tard la collaboration effective du NKVD avec la Gestapo, inscrite dans les accords secrets relatifs au partage de la Pologne, et qui se manifesta, en outre, par la livraison à la Gestapo de membres du KPD réfugiés en URSS et qui avaient été déportés en Sibérie, victimes de la folie meurtrière de Staline.

Les témoignages abondent quant aux persécutions staliniennes que subirent les trotskystes, en France et en Allemagne notamment. Déjà très atteints par la répression nazie, les trotskystes allemands eurent à déplorer la disparition de quatre de leurs dirigeants, assassinés par des tueurs staliniens. Hans Freund, dit

17. « Les Barbelés de l'exil », p. 326-327.

18. Voir Daniel Bénédite, « la Filière marseillaise », Clancier-Guénaud, Paris, 1984.

Moulin, et Erwin Wolf, dit Nicolle Braun, ancien secrétaire de Trotsky, tombés aux mains des services spéciaux soviétiques, disparurent à Barcelone en août 1937. Rudolf Klement, secrétaire administratif de la IVe Internationale, fut enlevé par ces mêmes services à Paris, le 14 juillet 1938. Son corps dépecé fut repêché dans la Seine, à Meulan, fin août. Enfin, Heinz Epe, obtenant son visa américain en 1941, quand il n'y avait plus d'autre route pour se rendre de Stockholm aux Etats-Unis qu'en transitant par l'URSS, commit l'imprudence d'emprunter cette route. Arrêté à Moscou avec sa femme et son fils âgé de deux ans, interrogé par le NKVD en présence de Béria, il périt à la prison de Saratov ainsi que sa famille.

Pour en revenir au sort de Franz Meyer, il fut condamné fin 1939 par la justice belge pour détention de faux passeport et pour avoir livré à la publicité des dessins séditieux. Il fut arrêté à Anvers, fin août 1939, après que la police en perquisitionnant le domicile d'Auquier, l'un des dirigeants du PSR du Borinage, eut découvert une correspondance entre celui-ci et Meyer au sujet des fameuses caricatures. Transféré de la prison au camp d'internement de Merxplas, il fut acheminé vers le midi de la France au moment où la Wehrmacht déferlait sur la Belgique, en mai 1940. Les prisons et les camps belges se vidèrent en quelques jours. L'exode des prisonniers s'effectua dans des circonstances dramatiques. Les inscriptions sur les wagons de « parachutistes allemands » et de « cinquième colonne » eurent le don d'exciter la population qui, aux arrêts dans les gares, lapida les prisonniers. Classé à son tour comme « dangereux pour l'ordre public », Franz Meyer connut les affres du camp du Vernet. La description des misères dans ce camp est, peut-être, le point fort de ce recueil. Un certain détachement, une pointe d'humour quasi permanente, un certain refus du pathétique peuvent surprendre, compte tenu du caractère dramatique des événements. On pourrait objecter que c'est une manière de banaliser l'atrocité de la situation. Il faut y voir, plutôt, un réflexe d'autodéfense de l'auteur refusant de sombrer dans la misère psychologique et le désespoir ambiants, désireux de préserver une certaine dignité et de cultiver une mince couche d'optimisme. C'est aussi une manière de rendre ces images plus supportables.

Précisons que ces dessins furent, certes, exécutés par Franz Meyer sous leur forme définitive après son arrivée aux Etats-Unis, mais à partir d'esquisses réalisées sur place, en Europe, dans les camps, sur de petites feuilles qu'il a eu la chance de préserver malgré les fouilles. Les légendes, écrites par ses amis, ont été davantage détaillées par les réalisateurs du livre pour les besoins de l'édition. Aux Etats-Unis, Franz Meyer milita dans le petit groupe de l'IKD animé par Weber-Johre qui était parvenu, de son côté, à rallier New-York à l'automne de 1941. Ce groupe s'éloigna progressivement de la IVe Internationale dans le courant de la guerre, mettant principalement l'accent sur un programme démocratique, dans la vision d'un recul historique de l'humanité. Il déclina la proposition du secrétariat international, après la guerre, de participer à la reconstruction de la section allemande, et publia à New-York et à Londres une feuille littéraire-philosophique, *Dinge der Zeit* (Objets contemporains), projet déjà envisagé depuis 1938. Meyer se sépara, avec d'autres camarades, du groupe de Weber dans les années cinquante. Il mourut prématurément le 9 février 1957, des suites d'un accident automobile sur le pont George-Washington, à New-York.

A la barbe des nazis

L'effondrement militaire français en juin 1940 et la victoire éclair de la Wehrmacht provoqua une terrible angoisse, voire la panique dans les camps d'internement. Les réfugiés antifascistes risquaient de tomber d'un jour à l'autre entre les griffes de la Gestapo. D'autant que la convention d'armistice franco-allemande prévoyait, dans l'article 19, que *« le gouvernement français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich »*. Une délégation des antifascistes exposa à la direction du camp du Vernet les dangers qui les menaçaient s'ils étaient livrés aux nazis. Le directeur du camp promit que les dossiers des politiques seraient détruits avant l'arrivée des nazis. Mais, à Paris, la totalité des fichiers des étrangers de la préfecture de police était tombée aux mains des policiers allemands. Les conditions de vie au camp étaient si pénibles qu'une partie des détenus voulaient sortir de cet enfer à tout prix. Des offres alléchantes étaient faites par le consul allemand de Toulouse qui visita le camp. Certains internés se laissèrent convaincre, dont même quelques antifascistes et anciens combattants d'Espagne (17). Ils se disaient que Hitler était virtuellement le maître de l'Europe et que la situation était sans issue.

La commission Kundt, constituée par les nazis, visite tous les camps et arrive au Vernet le 17 août 1940. Elle convoque tous les « aryens » — elle ignore les juifs — et les invite à regagner le Reich, promettant l'impunité, sauf à ceux qui auraient commis des crimes. Ils passeraient quelques semaines dans un camp de rééducation installé à Strasbourg, puis iraient à l'usine ou à l'armée. L'atmosphère devint pesante dans le camp, mais la grande majorité des détenus ne mordit pas à l'hameçon et, par ailleurs, la proportion des juifs, non concernés, était importante.

Aux Etats-Unis, les libéraux et les réfugiés allemands sont en émoi. Décidés à sauver les antifascistes les plus menacés et les juifs éminents, l'Emergency Rescue Commitee s'est constitué rapidement, avec le concours d'Eleanor Roosevelt, et dépêche à Marseille le journaliste libéral Varian Fry qui arriva le 13 août 1940 muni d'une liste d'environ deux cents intellectuels qu'il devait s'efforcer de sauver. Ce comité fusionna ensuite avec un organisme soucieux, plus particulièrement, du sort des militants d'extrême gauche, trotskystes et membres du SAP, et devint l'International Rescue and Relief Committee (18). Fry eut comme proche collaborateur Daniel Bénédite, ancien membre du PSOP de Marceau Pivert. Plusieurs trotskystes, dont Karel Sternberg et Pietro Tresso, dit Blasco, apportèrent leur concours au comité. Un grand nombre d'artistes et d'intellectuels, parmi lesquels Chagall, André Breton, Victor Serge, des militants politiques du SPD, du SAP et de la IVe Internationale purent être sauvés au prix d'efforts considérables, non dépourvus de grands risques. Ce fut presque miraculeux qu'à la barbe des nazis et du gouvernement de Pétain, on parvint durant un certain temps à sauver tant de gens en péril de mort. C'est, également, par cette « filière marseillaise » que Franz Meyer et plusieurs de ses amis du Vernet et d'autres camps purent s'échapper.

Mais il y eut ceux, trop nombreux, qui n'eurent pas la chance de bénéficier de ce sauvetage inespéré et qui connurent l'épreuve justement redoutée des camps nazis, dont beaucoup ne revinrent pas.

♦ *Les intertitres sont de la rédaction.*

Kautsky, Luxemburg, Pannekoek:
«Socialisme, la voie occidentale»

Rosa Luxemburg et la grève générale

IL faut être reconnaissant à Henri Weber et Alain Brossat de mettre enfin à notre disposition, en français, les pièces essentielles du débat qui a opposé, à partir de 1910, Rosa Luxemburg et Karl Kautsky jusque-là alliés dans la lutte antirévisionniste (1). L'éclatement politique de l'ancienne majorité « orthodoxe » du parti social-démocrate allemand annonce les reclassements que la guerre impérialiste va imposer brutalement. Des phénomènes similaires se déroulent dans différents pays : apparition en 1909 de *la Vie ouvrière* en France, autour de Monatte et Rosmer, scission du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1912 (2).

L'offensive révisionniste de Bernstein, douze ans plus tôt, avait mis l'accent sur un problème réel que le rappel des principes et de la validité de « la vieille tactique éprouvée », même quand ils étaient articulés aussi brillamment que dans *Réforme ou révolution* de Rosa Luxemburg, ne suffisait pas à résoudre. N'y a-t-il pas un fossé qui n'a plus lieu d'être entre la pratique quotidienne des sociaux-démocrates, de travail patient d'éducation et d'organisation, de luttes locales, partielles, pour des améliorations du sort des travailleurs, et le grand but socialiste ? A la réponse révisionniste : aligner la théorie sur la pratique, laisser tomber le « but final » comme scorie romantique ou utopie dépassée au nom du « réalisme », la défense conservatoire des acquis, le dépassement verbal du fossé ne suffisaient pas. C'est la situation elle-même, avec le surgissement des masses sur la scène de l'Histoire, qui allait apporter un début de solution, manifestant en même temps que les débats théoriques, dont le parti et l'Internationale avaient été le lieu, n'étaient que la réfraction de l'entrée dans l'ère impérialiste avec ses conséquences en terme de bureaucratisation d'un côté, d'actualité de la révolution de l'autre.

L'apport de Rosa

Ce que la Révolution russe de 1905, qu'elle vécut aux premières loges, lui démontra, c'était la possibilité de sortir de la dualité : luttes économiques élémentaires (syndicales) — activités politiques d'agitation, de propagande et d'organisation (électorales et parlementaires). La grève politique de masse, la grève générale politique fut *le* moyen d'action des travailleurs dans une situation où les moyens précédents étaient devenus inefficaces ou insuffisants. C'est sa conviction que dorénavant les grands conflits de classe qui s'annoncent vont emprunter cette voie. Une voie qui porte en elle sa propre dynamique révolutionnaire car la grève générale rassemble dans l'action directe les plus larges masses, fait sauter les limitations d'organisations, de corporations, de localités, donne confiance aux grévistes dans la force rassemblée de leur classe, polarise vers cette dernière tous ses alliés potentiels, et peut s'enhardir à dépasser, dans un même mouvement, ses objectifs initiaux pour se hausser à la hauteur d'objectifs historiques. Rétrospectivement, comme en filigrane, c'est le dépassement de la coupure programme minimum/programme maximum qu'on voit s'esquisser (3), complétant en positif la critique déjà ancienne de la pseudo-voie parlementaire au socialisme.

L'agitation pour la grève générale

Rosa n'était pas une théoricienne de chaire. Ses textes, comme ceux de Lénine, ou de Trotsky après 1917, quand ils se lancent dans la généralisation, le font toujours à la lumière de l'expérience historique et en fonction de besoins politiques précis et concrets. Dès 1902, elle s'intéresse à la question de la grève générale. En témoignent les articles (4) consacrés aux grèves belges pour le suffrage universel. Elle y polémique avec Vandervelde et les dirigeants opportunistes du Parti ouvrier belge en qui elle voit ceux qui réalisent pratiquement les révisions proposées par les minoritaires allemands (alliance avec les libéraux bourgeois et sous leur direction, action extra-parlementaire auxiliaire de l'action parlementaire et non l'inverse). Elle passe encore beaucoup de temps à se différencier des « gréviculteurs » anarchistes sans voir que les syndicalistes révolutionnaires dans leurs théorisations maladroites cherchaient eux aussi une réponse dans la même voie qu'elle aux impasses opportunistes (5). Elle combat déjà l'argument qui lui sera sans cesse opposé que ce type d'action est « primitif » et bon pour des pays qui n'ont pas encore le puissant mouvement ouvrier conscient et structuré qu'a l'Allemagne. Si elle concède qu'un tel moyen est inutilisable en pays de dictature ouverte, comme la Pologne ou la Russie, elle affirme, contre tout chauvinisme de parti, que si l'Allemagne ne l'a pas encore utilisé, c'est qu'elle est en retard et non en avance sur les exigences de l'heure.

En 1905 (6), elle n'hésitera pas à rectifier, prenant à contre-pied toute la logique évolutionniste du « marxisme orthodoxe » de la IIe Internationale, en affirmant que les événements révolutionnaires russes n'ont rien d'exotique, mais que ce qui se passe dans ces pays « arriérés » est l'événement le plus « avancé » du siècle qui commence.

Dans les articles écrits à partir de

1910 et en réponse à Kautsky, cette argumentation reviendra sans cesse, et encore en 1913, à nouveau à propos de la Belgique (3). L'expérience russe de 1905, au-delà de ses spécificités, a valeur universelle. C'est pour cela qu'elle doit être étudiée et assimilée par l'avant-garde : l'Allemagne demain parlera russe ou polonais, car elle parlera le langage de la grève politique de masse.

Si Rosa ne pense pas que c'est en appuyant sur un bouton qu'on déclenche une grève générale qui mérite ce nom, elle pense aussi que l'avant-garde doit répandre partout les leçons de 1905. Le suffrage universel n'existe pas encore en Allemagne. La campagne que mène le parti pour l'obtenir doit s'accompagner d'une agitation sur les moyens.

Contrairement à la thèse défendue dans la préface de *Socialisme : la voie occidentale* par Henri Weber, nous ne pouvons tenir la balance égale entre le point de vue marxiste révolutionnaire de Rosa et celui, centriste, de Karl Kautsky. Parler, pour les deux, de « désarroi stratégique » est très discutable. On a, en réalité, d'un côté la réaffirmation de plus en plus formelle et pédantesque du « radicalisme passif », couverture idéologique gauche d'un appareil en pleine dégénérescence (7) ; de l'autre la rupture avec l'attentisme par la prise d'initiative politique, un début d'élaboration de la dialectique stratégie-tactique, la compréhension de la nécessité et de la possibilité de *préparer activement* la révolution à venir. S'il y avait problème pour Rosa, c'était dans la non-disposition pour la mise en œuvre de cette orientation d'un instrument fiable (en 1913-1914, elle ne dispose plus que d'un organe ronéoté pour s'exprimer !) et non l'absence d'orientation.

J.-M. FREYSSAT

1. Kautsky, Luxemburg, Pannekoek : « Socialisme : la voie occidentale » (PUF, 1983). 275 F, hélas ! Il manque à ce recueil les textes de Rosa de 1913 : « Problèmes de tactique » (traduits dans les « Textes choisis » publiés aux Editions sociales) et « Parti et action de masse » (publié au printemps 1969 dans la revue « Politique aujourd'hui »).

Lire aussi « Rosa et la social-démocratie allemande » dans le tome 1 des « Ecrits politiques » d'Ernest Mandel (éd. La Brèche, 1978). On trouve des échos vivants du débat dans le tome 1 de la Correspondance de Rosa : « Vive la lutte ! » (éd. Maspero), p. 318 à 330.

2. 1909, c'est aussi la scission de l'aile gauche, très faible numériquement, du parti social-démocrate hollandais. Elle est dirigée par Gorter, Pannekoek et Henriette Roland-Holst. Cette dernière a d'ailleurs écrit un texte remarquable sur la grève générale, malheureusement inédit en français.

Deux textes de Pannekoek, qui enseigna aux côtés de Rosa à l'école de cadres du SPD, figurent dans ce livre. Il fut le premier, dans la nouvelle ère impérialiste qui s'ouvrait, à envisager la révolution comme mondiale. Il développa alors, de manière assez isolée, la perspective de la prise du pouvoir comme instauration de l'autogouvernement des masses à partir des instruments dont celles-ci se dotent pour renverser le pouvoir bourgeois. Lénine salua ces intuitions en 1917, dans « l'Etat et la révolution ». Mais avant l'année 1917, ni ce dernier, ni Rosa, ni Pannekoek, futur théoricien gauchiste des conseils, ne virent dans les soviets de 1905 l'embryon concret de ce futur pouvoir ouvrier.

3. Notamment le mot d'ordre de « République ! », de Rosa.

4. « Grèves sauvages, spontanéité des masses » (éd. Spartacus, 1969). Le titre n'est pas de Rosa. Outre ses textes figurent ceux de Mehring et de Vandervelde. Sur l'expérience belge, on peut consulter avec profit le remarquable ouvrage de Marcel Liebman, « les Socialistes belges, 1885-1914 » (éd. Vie ouvrière, Bruxelles. Diffusé en France par les Editions ouvrières).

5. Voir Andrès Nin, « le Parti, le syndicat et la grève générale » (1933). Publié dans ie mensuel des JCR, « Barricades », et l'exposé d'ensemble d'Ernest Mandel, « La grève générale » (texte ronéoté publié par la LRT après un stage à Chièvres). Sur les positions anarcho-syndicalistes et le débat en France, on peut lire : Robert Brecy, « la Grève générale en France » (EDI).

6. « Grève générale, parti et syndicats », tome 1 des « Oeuvres » de Rosa Luxemburg (éd. Maspero, 1964). Ouvrage fondamental.

7. Peut-on, en militant, et non en universitaire « neutre », mettre entre parenthèses — pour un « examen à froid » des arguments — les conséquences du pacte secret qui, depuis 1906, liait, contre la grève générale (« idiotie générale », disaient les syndicalistes) appareil du parti et dirigeants sociaux-démocrates des syndicats ; les capitulations de Kautsky, acceptant en 1908 les mutilations de son livre « les Chemins du pouvoir », puis se faisant le serviteur des basses œuvres de l'appareil pour rendre toujours plus difficile l'expression de Rosa, censurée puis interdite ?

A propos du livre de Michel Lequenne «Marxisme et esthétique»

Leur critique d'art et la nôtre

TEXTE engagé, politique, polémique, passionné, l'essai qui constitue l'essentiel de ce volume — « Esquisse de critique marxiste de la critique marxiste de l'art et de la littérature » — est tout sauf un exercice académique. C'est précisément ce qui fait son intérêt et sa valeur. L'enjeu est de taille : sauver la véritable esthétique marxiste de la gangue du sociologisme vulgaire.

Tout d'abord, Michel Lequenne règle son compte à ce qu'il appelle les théories pseudo-marxistes de l'art, de Plekhanov à Lounatcharski, et de Lukacs à Hadjinicolaou. Presque toujours sa critique touche juste — l'« exécution » du stalino-maoïste-structuraliste Hadjinicolaou est particulièrement réussie et fort amusante — et elle lui permet d'avancer nombre d'idées originales et suggestives, par l'exemple sur la liberté de l'artiste — qu'il peut sacrifier (en devenant un « académique »), avec laquelle il peut ruser, ou qu'au contraire il peut exalter au risque de sa vie. Cependant, il me semble tout de même injuste de ravaler Lukacs au même niveau qu'un Plekhanov : la critique de son conservatisme esthétique est légitime, mais peut-on pour autant nier toute valeur à ses travaux sur Balzac, Gœthe, Dostoïevski et Thomas Mann ? Quant à la monumentale esthétique de 1963 (*Die Eigenart des Aesthetischen*), suffit-il de parler de « régression vers l'hégelianisme » pour s'en débarrasser ? Cet argument est d'autant plus surprenant que Lequenne parle quelques pages plus tard (avec raison) du « génial et formidable apport de l'*Esthétique* de Hegel », œuvre où l'on peut trouver « la clef de la pensée esthétique de Marx et Engels ». Cela dit, Lequenne n'a pas tort de relever l'écart entre la grande œuvre philosophique de Luckacs — *Histoire et conscience de classe* de 1923 — et les écrits littéraires des années staliniennes, beaucoup plus discutables (et parfois franchement abominables !).

Dans la deuxième partie, Lequenne essaie de reconstituer le chemin vers une esthétique marxiste authentique, en partant de Marx et Engels eux-mêmes. Disciples de Hegel et de sa conception dialectique du rapport entre l'artiste et l'œuvre, ils ne font pas du réalisme une loi artistique et n'essaient pas de dicter une norme esthétique quelconque. Abordant le « cas Balzac », Lequenne s'insurge à juste titre contre l'interprétation habituelle — « la tarte à la crème de la critique post-marxiste » — selon laquelle l'œuvre littéraire réaliste contredit les opinions de son auteur. Il observe avec beaucoup d'acuité que Balzac « appartient à cette intelligentsia petite-bourgeoise romantique dont l'opposition à la grande bourgeoisie est consciente bien que confuse et largement tournée vers le passé ». Mais il ajoute un deuxième argument qui me semble beaucoup plus discutable : il serait « faux de caractériser Balzac comme politiquement réactionnaire » ; il était un « monarchiste constitutionnel », avec un sens très plébéien de la « real-politik » — en une époque où le mouvement ouvrier n'était que naissant. Or, Balzac est contemporain de Saint-Simon, Fourier et Blanqui, et ses options sont néanmoins *légitimistes*. Il n'est pas nécessaire de faire de lui un progressiste pour expliquer sa critique féroce et lucide du capitalisme : l'appartenance à la petite bourgeoisie romantique suffit pour en rendre compte (le même vaut d'ailleurs pour Dickens, Carlyle et beaucoup d'autres écrivains admirés par Marx et Engels).

Michel Lequenne passe en revue par la suite les apports de Trotsky, de l'Ecole de Francfort (Benjamin,

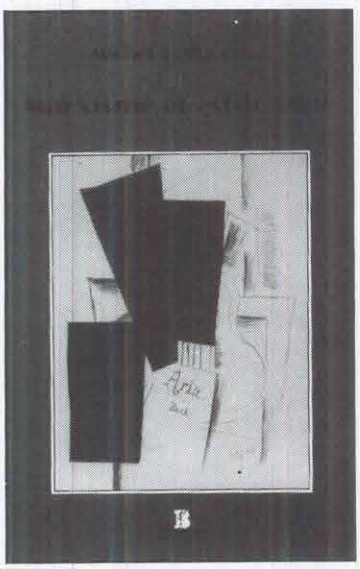
Adorno, Marcuse), de Goldmann — enfin reconnu dans sa valeur exceptionnelle ! — et de Bloch. Son analyse des écrits littéraires de Trotsky est très éclairante : il montre son évolution de l'essai de 1923 (*Littérature et Révolution*) au *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant* (avec Breton, en 1938) : « Trotsky, à la fin de sa vie, perçoit mieux la spécificité de l'art », et, malgré sa formation classique, comprend la valeur subversive de la poésie surréaliste.

Mais c'est dans la discussion sur l'Ecole de Francfort qu'on trouve les plus fortes pages de l'essai. Commentant le pessimisme de Walter Benjamin et ses amis, Lequenne écrit : « Ce rejet d'un fatalisme positif de l'évolution de l'humanité n'a rien d'un défaitisme ; il est insistance sur l'essentialité de l'action consciente dans l'histoire humaine... Leur pessimisme est ce qui leur permet d'approfondir l'analyse, sur le plan culturel, des signes et des dangers d'une nouvelle barbarie menaçant le monde... » Par contre, je ne pense pas qu'on puisse critiquer Benjamin pour avoir « exagéré les aspects négatifs de certains phénomènes nouveaux » comme le cinéma. Son essai de 1936 (« L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique ») est très ambiguë, mais, à mon avis, il pèche plutôt par l'erreur contraire, en attribuant au cinéma, en tant que technique, un prétendu « approfondissement de la perception » (W. Benjamin, *Poésie et Révolution*, Denoël, 1971, p. 199).

Sans vouloir conclure, Lequenne termine ce beau texte en soulignant que l'esthétique ne peut aller plus loin que d'aider la compréhension de la création artistique : elle ne peut la guider, et encore moins la commander, sans la stériliser, « du fait que l'activité artistique est la plus humaine » et la plus tendue vers la liberté.

Ce recueil contient encore d'autres essais esthétiques de Michel Lequenne (déjà publiés ou inédits) : « Hommes masqués en femmes » (sur les romans masculins présentés comme souvenirs féminins), « La peinture, médium de l'histoire du cinéma » (chez Dreyer, Rohmer, Ingmar Bergmann, Tarkovsky, etc.), « Louÿs Bunuel » (sur *la Femme et le pantin* de Pierre Louÿs, adapté au cinéma par Luis Bunuel, sous le titre *Cet Obscur objet du désir*). Mais le plus important de ces textes est sans doute « Surréalisme et communisme », une étude riche et passionnante des rapports entre le surréalisme et la révolution sociale, sous forme de compte rendu des *Tracts surréalistes* (publiés en deux tomes par José Pierre chez l'éditeur Eric Losfeld). Particulièrement intéressante est l'analyse des liens (pendant presque trois décennies) entre surréalisme et trotskysme, deux mouvements à *contre-courant*, luttant (parfois ensemble, parfois séparés) contre les mêmes ennemis, et aspirant de toutes leurs forces à la « destruction de tout ce qui s'oppose à la liberté de l'homme » (Lettre du journal surréaliste et résistant *la Main à plume* envoyée à Breton le 14 juillet 1943).

Carlos Rossi



En vente à la librairie La Brêche

9, rue de Tunis 75011 Paris

ABONNEMENTS

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Formule choisie : ☐

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

Un bouquin qui marche !

— Les recettes économiques bourgeoises ne fonctionnent plus. Seule l'interprétation marxiste permet d'analyser et de comprendre les racines de la crise.

—A quel coût social et humain la crise peut-elle être surmontée dans le cadre du système capitaliste ?

— Une issue socialiste est possible, fondée sur la planification et la démocratie ouvrière. Mais elle suppose une rupture révolutionnaire.

— Ce livre est produit par le Groupe de travail économique de la LCR.

65 F.

Vente en librairie. Commandes à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. Chèque à l'ordre de la PEC.

LA LIBRAIRIE La Brèche est ouverte

Le lundi de 14 h à 20 h

les autres jours de 12h à 20 h, y compris le samedi

9,rue de Tunis 75011 Paris

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511